

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 50. — Vendredi 22 Août 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

LES GRÈVES DU NORD

Le front unique, condition de la victoire

Les réformistes de la C.G.T. avaient été visiblement débordés lorsque dans la grosse région industrielle qu'est le Nord, de grandes masses d'ouvriers, dans les fiefs confédérés de Lille et de Roubaix-Tourcoing, avaient résisté par la grève à l'application du versement ouvrier pour les assurances sociales.

Ils s'étaient repris rapidement. La prime de fidélité, véritable prime d'esclavage, que voulait imposer le consortium textile, leur avaient fourni un dérivatif excellent. Ils utilisaient la prime de fidélité contre laquelle même les syndicats chrétiens et jusqu'à une certaine partie du grand patronat se sont élevés, pour faire oublier qu'ils avaient justifié le versement ouvrier obligatoire avant l'application de la loi.

Or, les hommes de la rue Lafayette, prétendant maintenant que dans leur idée l'application du versement ouvrier devait tout naturellement s'accompagner d'une augmentation de salaires compensatrice et ils feignent de découvrir que les salaires ouvriers sont notoirement insuffisants.

Les salaires ouvriers étaient insuffisants avant l'application de la loi. Et les réformistes ne l'ignoraient point. Mais ils considéraient que la clause du versement était un « sacrifice légitime ». Les ouvriers du Nord leur ont montré ce qu'ils pensaient du « sacrifice légitime ».

Les dirigeants du P.C. et de la C.G.T.U. n'ont su tirer qu'un profit assez mince de la volte-face des confédérés changeant de batteries. Mais ce qui est plus grave, c'est que les chefs réformistes loin de voir leur crédit s'améliorer ont toujours eu notamment dans le secteur Roubaix-Tourcoing, le mouvement en mains et que la perspective est à craindre de les voir user la fameuse méthode de « rentrez à l'usine ! les pourparlers continuent ».

Les dirigeants communistes loin d'agir de telle sorte que les Bauche, les Devernay, les Lefebvre, soient dans l'impossibilité d'étouffer la grève, poursuivent malgré le fameux « tournant », leur politique traditionnelle, de érailleries vaines. La question essentielle est de vaincre. Or, vaincre cela signifie adopter une politique à la fois ferme et souple, s'inspirant avant tout des réalités. Dans les grèves du Nord, les dirigeants communistes s'imaginent que la seule tactique acceptable est d'apporter toujours et automatiquement des mots d'ordre plus gauches que ceux des réformistes.

Aussi, où les confédérés réclament 0 fr. 25 d'augmentation horaire, les unitaires estiment obligatoire de doubler. Nous pensons évidemment que 0 fr. 50 d'augmentation horaire pour les salaires que le grand patronat du Nord réduit au maximum, ça n'est pas trop. Mais ce qui importe, c'est d'avoir au moins 0 fr. 25 et au train où vont les choses, messieurs les réformistes sont bien capables de faire rentrer les grévistes sur des promesses. Alors ?

Si les dirigeants du Parti n'avaient pas oublié, en admettant qu'ils les apprennent, les leçons de l'expérience des

bolcheviks, des vrais, en place d'avoir une tactique rigide et infructueuse une tactique souple qui, non exempt de fermeté, donnerait des résultats autrement intéressants.

Les dirigeants du Parti se proclament à nouveau pour le front unique. Si c'est là autre chose qu'une phrase creuse, la réalisation effective du front unique exige que dans les grèves du Nord, les syndicats unitaires proposent aux grévistes la formation d'un comité de grève groupant les ouvriers de toutes tendances et sur des mots d'ordre acceptés par eux.

Les syndicats unitaires acceptent les 0 fr. 25 ; la masse des grévistes ne pourrait admettre la lutte en rangs dispersés et contraindraient les chefs réformistes à subir le front unique. Et les Devernay et les Lefebvre pourraient dire adieu aux « pourparlers qui continuent ».

Mais il n'en est pas ainsi. Et les dirigeants communistes préfèrent continuer une tactique qui réjouit les réformistes. Ceux-ci peuvent poursuivre leurs marchandages et accuser les unitaires, les communistes, de « surenchère ». Il est vrai que nous avons une grande consolation ; il paraît que les dirigeants du parti sont pour le front unique non « par en haut », mais « par en bas ». Ce qu'on sait moins, ce sont les résultats du front unique dit par « en bas ». En fait, le front unique n'est ni « par en haut » ni « par en bas », il n'est pas du tout. C'est ainsi que Thorez applique le « tournant » dans le Nord.

Dans le Nord, la tactique que nous préconisons, celle du front unique réel, a été défendue très concrètement par notre camarade Cornette devant le comité de grève d'Halluin. Le dirigeant local, Bostoën, l'a contredit par des injures, arguments décisifs. Mais les propositions de Cornette font leur chemin, demandez plutôt à Bostoën.

Prisonniers de leur tactique soi-disant gauche, mais pratiquement incapable d'empêcher les réformistes de mener leurs opérations, les Thorez continuent leurs méthodes d'avant et d'après le « tournant » de brimades des oppositionnels. Là leur bilan est positif. Mieux, les pratiques actuelles dépassent tout ce qu'on peut imaginer. L'opposition unitaire du Nord a offert son concours dans la lutte gréviste. Thorez répond devant les grévistes d'Halluin par des injures contre Cornette ; son compère Porreye, au nom du Bureau de l'U.R., répond par une fin de non-recevoir à l'offre de l'opposition unitaire. Pourtant, Cornette à Halluin, Blanckaert à Dunkerque, Deveyère à Lille, ne sont pas au dernier rang dans la lutte.

Dans ces conditions comment voulez-vous que les Thorez puissent mener à la réussite les grèves du Nord ? Traquer les oppositionnels, incapables de tenir tête aux valets réformistes de la C.G.T. ; voilà à quoi se réduit la besogne des Thorez et Cie. C'est déjà une leçon à tirer des grèves du Nord.

Il y avait une occasion excellente, dans le Nord, pour les dirigeants du Parti, maîtres des syndicats unitaires, d'appliquer effectivement ce qu'ils appellent le « tournant décisif ». Implicitement, les dirigeants du parti ont abandonné — et encore en paroles — les pratiques inspirées de la « troisième période ». Mais leur attitude, dans le Nord, prouve qu'ils entendent continuer sinon à « politiser les grèves » du moins à pratiquer la politique trop connue des hurlements contre le « social-fascisme ». Le plus clair de leur action — là est le gros danger — c'est qu'ils permettent toujours aux chefs réformistes de se tirer des situations les plus difficiles.

Les dirigeants du parti colportent partout toutes sortes de choses absurdes sur l'opposition communiste de gauche ; Monmousseau a sorti au congrès de Marseille une énergie de grande taille sur les « trotskystes » troupes de renfort de la social-démocratie. Les ouvriers communistes peuvent voir présentement qui, dans le Nord, fait le jeu des réformistes, des social-démocrates.

Où ou non qui permet aux Bauche, Devernay, Lefebvre et consorts de trahir les grévistes ? C'est à cette question que doivent répondre les Thorez et les Monmousseau.

L'opposition communiste de gauche appelle les ouvriers révolutionnaires du Nord à faire entendre raison aux Thorez. Qu'ils leur imposent de rompre — non pas avec les phrases creuses — mais en fait, la politique qui renforce pratiquement la social-démocratie.

Depuis un mois des dizaines de milliers d'ouvriers sont en grève dans le Nord, dans une lutte vigoureuse contre le patronat.

Il faut venir à leur aide. Il faut les secourir immédiatement.

C'est un devoir pour chacun de verser immédiatement son obole pour le soutien des grévistes.

Envoyez directement vos souscriptions au siège de la C.G.T.U., 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris.

LISEZ

en page 3 :

Les ouvriers italiens et la question Trotsky.

en page 4 :

L'Europe se désunit de jour en jour.

en page 5 :

Lettres d'U.R.S.S. : la situation des déportés.

en page 6 :

Les grèves du Nord : semaine décisive.

en page 7 :

Une scission dans la Fédération postale Confédérée.

La vie du Journal

“ LA VÉRITÉ ” a besoin de l'aide de tous ses lecteurs

La situation financière de la Vérité continue à être très mauvaise. Cette situation coïncide avec l'arrivée de l'anniversaire de notre journal, dont le premier numéro est paru le 13 septembre 1929.

C'est donc pour nous un problème doublement angoissant de trouver les moyens de sortir de la mauvaise situation financière actuelle.

Notre influence est déjà largement établie parmi l'avant-garde prolétarienne ; notre diffusion n'a cessé d'augmenter ces derniers mois.

Nous sommes connus dans des couches ouvrières encore trop restreintes, mais qui nous assurent une ferme base de développement.

La crise permanente provoquée dans le parti par la direction, la politique de liquidation du communisme des syndicalistes purs et des populistes, nous ont amené des lecteurs, des amis sûrs.

Mais ces camarades, ces amis, ne se rendent pas compte que nous avons besoin, non seulement de leur soutien politique, mais aussi de leur soutien matériel.

Chaque camarade qui nous lit, chaque ouvrier qui trouve en nous l'arme nécessaire à la régénération du communisme en France, doit aussi participer à la vie matérielle de son journal, l'aider, le soutenir.

Beaucoup de camarades ne donnent pas l'effort nécessaire. Nous savons bien que de multiples cotisations leur sont demandées pour le parti, pour les syndicats, pour les multiples devoirs de solidarité.

Mais ils doivent comprendre que leur premier soutien doit être maintenant donné à la Vérité.

Si tous nos lecteurs faisaient l'effort pour nous envoyer leur souscription, si tous nos abonnés travaillaient à réunir autour d'eux des fonds sur une liste de souscription, nous traverserions sans grande difficulté la période actuelle.

Cet effort, ils peuvent et doivent le faire tout de suite.

Notre diffusion est aujourd'hui telle que nous pouvons parfaitement envisager un sérieux développement de la Vérité, à condition que l'on amplifie la souscription et les abonnements.

Dès maintenant, nous envisageons de publier le journal sur quatre grandes pages, ce qui facilitera sa lecture et sa diffusion. Cela n'augmentera pas nos dépenses.

Mais cela nous permettra de toucher de plus nombreux camarades, et, par suite de recevoir un soutien plus étendu et plus actif.

Si nous n'élargissons pas la diffusion si nous ne suscitons pas une aide active, nous serions obligés dans quelque temps de ne plus paraître hebdomadairement, mais seulement deux fois par mois.

Ce serait le coup le plus grave porté à l'opposition. Nous estimons qu'avec un peu de bonne volonté, il est facile de parer ce coup ; notre

influence actuelle est assez étendue pour cela.

Organisez la souscription

Il s'agit maintenant d'organiser la souscription.

Chacun de nos lecteurs doit immédiatement se mettre à la tâche. Les mois d'été sont durs, mais il ne faut pas qu'ils soient un obstacle.

1) Chaque membre de la Ligue doit se considérer comme mobilisé pour son journal. Nous leur enverrons des timbres de soutien que nous avons édités. Nous leur enverrons, et à la plupart d'entre eux nous avons déjà envoyé des **listes de souscriptions**.

2) Nos camarades doivent saisir chaque occasion, réunions, meetings, etc..., pour faire des collectes.

3) Il ne faut pas attendre huit jours pour nous envoyer les souscriptions. Nous en avons besoin tout de suite.

Recrutez des abonnements !

Le nombre des abonnements de la Vérité est à ce jour tout à fait bas. Il faut faire maintenant un effort sérieux pour atteindre les 1000 abonnements dont nous avons besoin.

Il faut nous envoyer des noms d'abonnés possibles.

Nous voulons encourager nos lecteurs d'une façon utile. Nous disposons d'un certain nombre d'exemplaires du livre de Trotsky : **Ma Vie**. A chaque camarade qui réunira cinq abonnements (d'un an ou de six mois), nous enverrons un exemplaire de **Ma Vie**, par **Trotsky** (3 volumes de 16 fr. 50 chacun).

Transformation du journal

La Vérité a à remplir dans le mouvement ouvrier révolutionnaire un rôle bien précis : elle est l'arme de redressement du communisme. Ce rôle elle est seule à le remplir.

Tous nos efforts doivent donc tendre à élargir toujours notre influence dans les rangs des ouvriers révolutionnaires, des membres du parti et des syndicats révolutionnaires.

Mais en même temps, nous ne devons faire aucune concession à l'idéologie du centrisme, et aussi à celle des liquidateurs droitiers, particulièrement les syndicalistes purs.

D'où les grandes difficultés que nous rencontrons dans notre développement, mais que nous vaincrons avec l'opiniâtreté et le soutien de tous nos amis.

Pour cela, nous voulons maintenant rendre le journal plus accessible, par une présentation sur quatre pages. Nous ne diminuerons en rien l'importance des rubriques que nous traitons jusqu'à présent. Nous tâcherons de les augmenter.

Mais là encore nous avons besoin de l'aide de tous. **Ecrivez-nous vos suggestions ! La Vérité paraît depuis un an : faites-en la critique !**

Ainsi nos tâches se résument de la façon suivante :

Développer la propagande pour atteindre : 1.000 abonnés et réunir une vaste souscription : 10.000 fr. pour commencer. Ensuite, élargir la vente en rendant le journal plus accessible.

Pour ces tâches, au travail avec courage !

SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE

De Montréal, reliquat d'abonnement	20	75
L., reliquat d'abonnement.	4	»
Un postier	1	»
Des camarades de Charleroi	75	»
Un instituteur de la Haute-Vienne	12	»
Des camarades du parti et de la Jeunesse (Vendée)	15	»
Collinet	5	»
G.	2	»
Patri	5	»
Delcour	2	»
Sarah Menant	5	»
Glaude	25	»
Total	101	75
Total général	11.209	30

LA SEMAINE

La répression

La bourgeoisie frappe sans arrêt les travailleurs qui se dressent contre elle. Dans tous les coins de France des gérants de journaux communistes sont condamnés. Les expulsions d'étrangers sont prononcées à tout propos, des anarchistes en promenade aux environs de Paris, des communistes susceptibles d'assister à un meeting du 1er Août, des grévistes dans le Nord.

La presse dite de gauche et la presse socialiste se taisent. Pourtant un des mutins d'Oléron, Louis Libion, à qui le tribunal militaire de Bordeaux venait d'infliger 20 mois de prison, est devenu fou et a été laissé sans soin ; ceux qui ont été frappés avec lui ont manifesté leur révolte en faisant une journée de grève de la faim. La bourgeoisie a installé un régime pénitentiaire qui transforme en loque ceux qu'elle a enfermés. Après notre camarade Clerc, Louis Libion. Et que se passe-t-il à Fresnes, à Poissy ? Pas de danger qu'un journaliste illustre ne fasse un reportage véridique.

La bourgeoisie a besoin de faire assurer son « ordre » et les mouvements de grève qui sont l'indice que le prolétariat n'acceptera pas sans résistance les mesures du capitalisme pour surmonter la crise qui se développe, sont l'objet de la répression la plus féroce. Ces méthodes n'intimident pas les travailleurs ; mais il faut souligner l'importance des condamnations prononcées et ne laisser aucune illusion aux travailleurs sur la possibilité d'un geste de générosité de la bourgeoisie.

Au Boucau, la grève terminée, la répression continue. Pour faits de grève : Mora, 8 mois de prison ; Lasmariés, 4 mois ; Lassartesse, 2 mois ; Bocos, 2 mois ; Charbonneyria, 2 mois ; Perse, un mois ; Garatin, un mois ; Broquedis, un mois ; Guinda, un mois, Costets, un mois ; Darrigues, 25 jours, Cazaurany, 25 jours.

A Rouen, à la suite d'une bagarre lors d'une manifestation interdite : Meray, 5 mois ; Lemarchand, 4 mois ; Antoinette Armand, 4 mois ; Morel, 3 mois ; Chemin, 2 mois ; Clémentine Rumilly, 2 mois ; Launay, un mois ; Augrand, un mois ; Fossard, un mois ; Hérouin, un mois ; Juliette Noël, 15 jours ; Mme Parfait, 15 jours. Sans compter les amendes.

A Epinal, pour collage d'affiches : Jean Leval, 6 mois ; Martinet, 6 mois ; P. Del, interné dans une maison de correction jusqu'à sa majorité (pendant 3 ans).

Cette répression incessante contre les éléments de base du mouvement ouvrier, souvent même contre des travailleurs n'y participant qu'accidentellement, est des plus dangereuses pour la classe ouvrière. Une politique capable de dresser celle-ci dans un large front unique pour ses revendications immédiates saura faire reculer la bourgeoisie sur ce terrain également.

En 1920 : l'armée rouge marchait sur Varsovie

Il y a dix ans, l'armée rouge était arrêtée dans sa marche en avant sous les murs de Varsovie. La Pologne des hobereaux et des industriels était sauvée par l'argent et les munitions de l'impérialisme français. Weygand, aujourd'hui chef d'état-major général de l'armée, prêtait son concours au fasciste Pilsudsky. L'Europe capitaliste tremblait à juste titre. Mais l'armée rouge dut quitter la Pologne.

Dix ans ont maintenant passé. La Pologne et la France capitalistes fêtent cet anniversaire. Pour nous, communistes, il sera l'occasion de nous rappeler cette période de l'histoire des luttes de la révolution russe.

Dans l'*Autobiographie* de Trotsky nos lecteurs trouveront des pages d'un grand intérêt sur la marche sur Varsovie de 1920. Ils y trouveront une analyse des points de vue qui se firent jour à ce sujet dans le parti bolchevik, et de la marche des événements.

Gandhi parlemente avec les travaillistes

Comme il était facile de le prévoir, Gandhi se montre disposé à parlementer avec les impérialistes travaillistes.

Moyennant certaines conditions, il se déclare prêt à assister à la Conférence anglo-indienne qui doit se réunir prochainement à Londres.

Gandhi réclame pour l'Inde le statut de Dominion, c'est-à-dire le droit pour la bourgeoisie indienne à mener elle-même ses propres affaires, à exploiter pour son propre profit le prolétariat hindou.

Mais le mouvement qui embrasse les masses paysannes et ouvrières est déjà trop profond pour pouvoir être définitivement canalisé par la bourgeoisie.

La lutte paysanne dans les régions du nord-ouest (Peshawar), les mouvements de grèves et les manifestations populaires qui se succèdent, montrent que l'espoir du mouvement révolutionnaire réside toujours dans un fort parti communiste qui puisse organiser les prolétaires sur un programme net.

Le manque de liaison qui existe entre la lutte des tribus paysannes dans le nord-ouest, les mouvements de revendications ouvrières et les luttes de la petite bourgeoisie, montrent mieux que tout à quel point la tâche de l'I.C. aujourd'hui doit être l'organisation d'un parti. Mais le premier pas n'est pas encore fait : il n'existe toujours pas de journal communiste aux Indes.

La peseta espagnole chancelle

M. Arguelles, ministre des finances de la dictature de Berenguer, vient de démissionner. Par ce geste, il tient seulement à se désolidariser de la politique économique menée par Berenguer, politique qui continue celle de Primo de Rivera.

Comme la chute de la peseta a été le signe de la chute de Primo, son nouveau fléchissement peut être celui de l'effacement de Berenguer. Les nouveaux droits de douane élevés à la suite de l'élévation du tarif douanier américain, ont soulevé l'irritation de l'Italie, de la France, de l'Angleterre.

La bourgeoisie espagnole se décidera-t-elle à renverser la dictature, à élaborer une nouvelle politique économique et à accorder les libertés politiques qui permettront au prolétariat de s'organiser ?

Avant les élections allemandes

Le nationalisme allemand s'échauffe. Après l'évacuation de la Rhénanie, qui avait servi de thème électoral aux précédentes élections au Reichstag, la question du corridor polonais va servir de leit-motiv aux nationalistes pour les élections de septembre.

M. Treviranus vient de faire quatre discours sensationnels dans lesquels il réclame ni plus ni moins que le règlement de la question du « couloir polonais », c'est-à-dire le retour à l'Allemagne de la bande de territoire qui sépare l'Allemagne de la Prusse orientale. Maintenant que les régions rhénanes sont évacuées, dit-il, toute l'attention des Allemands doit se tourner vers la Pologne.

Il faut comprendre la part de bataille électoral contenue dans les déclarations de Treviranus ; mais il faut aussi se rappeler qu'elles sont le signe de l'état d'instabilité dans laquelle vit l'Europe orientale — et dont l'issue ne peut être, si le prolétariat ne l'empêche pas par la révolution, que la guerre.

Les bêtises des « spécialistes » de l'« HUMA »

Dans l'*Huma* de mercredi 20 août, on lit :

« La Turquie, à l'instar des États capitalistes, traverse une crise économique, financière, sociale des plus graves.

« Elle a vu sa devise dégringoler et elle n'a pu échapper à la catastrophe que grâce au concours de l'Union des Soviets et de la Banca Commerciale Italiana qui ont couru à son secours. »

Ainsi, selon cette espèce d'imbécile de « spécialiste » des problèmes de l'Asie Mineure, dont se vante la direction de l'*Humanité*, l'U.R.S.S. et la « Banca commerciale italiana » — émissaire du Gouvernement de Rome — auraient « sauvés de la catastrophe » la Turquie, de Kemal Pacha. Mais ce spécialiste de l'*Huma* n'a-t-il pas changé le journal du prolétariat français en une feuille de l'impérialisme anglais, en présentant l'U.R.S.S. et le Gouvernement de Rome comme les collaborateurs de Kemal Pacha ?

LES LIVRES

H. POULAILLE. — Nouvel âge littéraire. — Valois, 12 francs.

Henri Poulaille sonne le glas de la littérature aristocratique dans son sens étroit de classe, de la littérature de « distraction » à l'usage des bourgeois oisifs, auteurs ou lecteurs. Entre cette littérature et le rythme de la vie moderne il existe un remarquable divorce. Elle retarde singulièrement sur les transformations techniques de l'expression : le cinéma, le disque, la radio, demain la télévision. En face de cette littérature aristocratique, Poulaille voit se dessiner un nouvel âge littéraire qui tend à reprendre le contact entre l'expression écrite et la vie réelle.

Le contenu de cette notion est assez fuyant et malaisé à définir. Poulaille emploie parfois le terme de littérature prolétarienne, mais il semble plutôt qu'il s'agisse dans son esprit, non pas d'une littérature prolétarienne opposée à la littérature bourgeoise, mais d'une littérature populaire opposée à la littérature aristocratique. Mais qu'entendra-t-on par cette littérature populaire ? S'agira-t-il d'une littérature dont les auteurs exercent ou ont exercé un métier manuel, d'une littérature s'adressant à un large public populaire, d'une littérature prenant pour thème la vie des travailleurs, d'une littérature de propagande révolutionnaire ou dont les auteurs professent des opinions révolutionnaires ? Poulaille se place successivement à tous les points de vue. C'est de ces courants multiples qu'il attend un nouvel âge littéraire.

Mais il ne faut pas oublier qu'en régime capitaliste, cette littérature reste infailliblement soumise, en tant que marchandise, aux lois du marché, de la concurrence, à la réclame qui régentent la production de toutes les marchandises. Du régime socialiste, on ne doit pas attendre l'écllosion d'une prétendue littérature prolétarienne, mais l'affranchissement de toutes les servitudes auxquelles est astreint l'expression artistique en régime capitaliste. — A. A.

Livres reçus :

G. PLAZEN. — *L'Europe cynique ou les aventures de Ferdinand*. (La Renaissance du livre.)

L. TROTSKY. — *Ma Vie*, tomes II et III. (Editions Riéder.)

H. POULAILLE. — *Nouvel âge littéraire*. (Librairie Valois.)

Th. PLIVIER. — *Les galériens du Kaiser*. (Flammarion, éditeur.)

Chambelland, singulier révolutionnaire, écrit (Cri du Peuple, 13 août) :

« ...Nous n'avons, certes, pas de conseils à donner aux grévistes du Nord, ni aux militants qui les dirigent... »

Pour une fois, nous sommes d'accord. En effet, quels conseils peut donner à présent Chambelland, le « résigné » au versement ouvrier ?

Dans une déclaration le Comité Central du Parti est obligé de reconnaître certaines de ses fautes.

Si vous voulez les mettre complètement à nu et comprendre leur origine, lisez :

La « troisième période » d'erreurs

de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

Un exemplaire : 3 francs
Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE
45, boulevard de la Villette
Paris (10°)

TROTSKY ET LES OUVRIERS ITALIENS

On peut affirmer que bien peu de camarades ne reconnaissent pas désormais que l'opposition a vu juste sur les « questions italiennes ». Mais les camarades qui sont prêts à reconnaître la justesse de notre point de vue, s'arrêtent pourtant encore à mi-chemin, nous reprochant notre « tournant » vers Trotsky. Inutile de cacher que notre passage à l'Opposition de gauche internationale a paru à nombre de camarades très brusque. Mais il n'a été ni brusque ni prématuré. Il a une valeur d'indication sûre : à savoir, que le développement de l'Opposition internationale se fera partout de la même façon que pour notre Opposition ; et cela justement parce qu'il existe l'expérience internationale de sept années de lutte de l'Opposition de gauche. Nous reviendrons incessamment sur cette question et sur tous les problèmes qui sont à la base de notre opposition internationale.

D'abord il nous serait très facile de rappeler comment la légende du « trotskysme » a été inventée. Ce n'est pas nous qui parlons de légende : c'est Zinoviev, qui, comme tout le monde le sait, aux camarades de Leningrad qui lui reprochaient son passage à la position du « trotskysme », répondait : « *Ce que vous appelez le « trotskysme » c'est une légende inventée par nous.* Et par « nous » il indiquait la majorité du Comité Central russe et la direction de l'Internationale! *Stato Operaio*, dans son dernier numéro, rappelle l'expérience de Zinoviev pour nous indiquer la voie de la capitulation et du reniement. L'expérience de Zinoviev nous a appris et nous apprend évidemment bien des choses, et notamment qu'il n'est pas possible de tromper les masses sans trahir les intérêts de la Révolution. Tôt ou tard les tromperies tombent et les forces réelles de la Révolution triomphent ; comme nous l'avons vu le 4 Août 1914, avec la social-démocratie. Toutefois, et malheureusement, la tromperie social-démocrate dure encore malgré les longues années de trahisons infâmes et de fautes criminelles ; ce qui est en partie aussi la faute à nos Partis : évidemment il n'est pas possible de faire comprendre aux masses « social-démocrates » qu'elles sont trompées et trahies si la politique de nos Partis ne trouve pas le chemin pour être encore la politique demandée par les intérêts de la Révolution et par le prolétariat international, c'est à dire une politique bolchévique-léniniste. Zinoviev, l'inventeur, avec Staline, du « trotskysme », a semblé pour un moment vouloir racheter ses fautes avec la lutte contre « son passé ». Mais la lutte exige des sacrifices. C'est pourquoi il l'a abandonnée en capitulant, et en suivant la voie qui au lieu de conduire à la régénération des Partis et de l'Internationale, mène à retarder le processus de cette régénération ; qui empêche les masses de voir la politique erronée de l'Internationale et de la majorité du C.C. russe, et par suite d'intervenir avec énergie pour la changer.

Le fait que notre Opposition s'est manifestée en 1930, après sept ans d'erreurs de la direction internationale, erreurs que nous avons « couvertes » et appuyées, s'il ne nous exempte pas des graves responsabilités que nous portons, ne peut non plus nous être imputé comme une faute. Au contraire il prouve que hors de l'opposition ouverte, opiniâtre, conséquente, il n'y a pas de salut, pas de redressement radical de nos Partis possible ; que se plier à la politique fautive de la bureaucratie qui usurpe le nom de direction internationale en exploitant à son profit le prestige énorme créé à cette direction dans la période de Lénine-Trotsky, ce n'est pas servir les intérêts de la révolution. Nous sommes allés vers Trotsky parce que Trotsky s'est toujours montré comme le véritable continuateur de Lénine dans la restauration du marxisme révolutionnaire.

Mais comment a-t-on considéré le « cas Trotsky » au sein de notre Parti et parmi les ouvriers en Italie avant que notre Opposition ne se déclarât? La chose est intéressante. Nous ne

pouvons pas dire comment les camarades Gramsci, Scoccimarro, Terracini auraient jugé les faits qui se sont produits dans l'Internationale ces dernières années, s'ils n'étaient pas en prison depuis novembre 1926. Nous savons pourtant que tant que ces camarades sont restés à la tête du Parti, s'ils n'ont pas pris ouvertement position pour Trotsky, ils se sont pourtant nettement opposés aux méthodes qui commençaient déjà à être en honneur au sein de l'Internationale dans la lutte contre l'opposition de gauche représentée par Trotsky. En effet ce fut par la main de Gramsci que le Comité Central du P.C. d'Italie a rédigé en 1926 une lettre au Comité Central du Parti Russe contre l'exclusion de Trotsky (et des autres membres de l'Opposition) des organes dirigeants du Parti bolchévique russe. Mais cette lettre (qu'on peut encore trouver dans les archives du Parti italien), a été soustraite, cachée par Ercoli, alors représentant du Parti italien à Moscou, et vite transformée en vil courlisian boukharinien. Voilà comment on fabriquait l'« unanimité » des Partis devant préparer l'exclusion de Trotsky des organes centraux du Parti russe!

En 1927, nouvelle occasion pour le Parti italien de se prononcer sur le « cas Trotsky ». Il s'agissait au VII^e Plenum de l'exclusion de Trotsky des organes de direction internationale. La délégation italienne se déclara contre l'exclusion. Mais Ercoli, l'homme bon à tout faire, malgré les votes contraires de la délégation italienne, fut chargé de rapporter à la tribune du Komintern sur les mesures pour l'exécution de Trotsky! Et quand même, comme il arrive à tous les laquais, maintes fois, Ercoli, en parlant des succès de Staline sur l'opposition, eut le toupet de s'écrier, toujours avec l'air de l'homme préoccupé des destinées de la révolution : « *Oui, c'est Staline qui remporte la victoire; mais il la remporte avec des méthodes différentes de Lénine.* » Ercoli a évidemment toute la compétence pour affirmer de telles choses vu que lui-même s'est montré bon instrument des méthodes stalinienne.

Mais, est-ce que Ercoli est seul, parmi les membres de la majorité actuelle qui pour s'innocenter considère que les succès de Staline sont dus à une méthode « différente » de celle de Lénine?

Non. Parmi les membres de la majorité actuelle, lorsque s'est produite la publication des articles de Trotsky dans la presse bourgeoise, Bolche, avec le camarade Marios (lui aussi membre du Comité Central) a été parmi ceux qui ont réagi avec le plus de violence aux calomnies de l'I.C. sur ces publications. Et Bolche avait alors raison, bien que les motifs qu'il apportait à décharge de Trotsky n'étaient pas ceux d'un révolutionnaire marxiste, mais d'un petit-bourgeois offensé par les « méthodes brutales » de Staline dans la lutte contre l'opposition. Pourtant Bolche n'a pas été exclu pour cela du Parti, comme cela est arrivé ensuite à Bordiga, exclu pour « trotskysme » sur la base du rapport d'un camarade que tous, de Gallo à Garlandi, ont toujours considéré comme un visionnaire et un fantaisiste.

Et nous voici aux cas plus récents. Lorsque la déclaration de Rakovsky a été publiée, plusieurs membres du Bureau Politique italien se sont déclarés solidaires à 100 % avec cette lettre. Naturellement ils n'ont pas été exclus du Parti, s'étant bornés à exprimer leur accord complet avec Rakovsky en secret, dans les coulisses suivant l'habitude de tous les bureaucrates, et non devant les masses. Nous aimerions, par exemple que Silvia et quelques autres camarades nous disent s'ils sont encore aujourd'hui d'accord à cent dix pour cent avec la lettre de Rakovsky et ce qu'ils pensent de la déportation de Rakovsky qui a suivi sa déclaration.

Quant aux ouvriers italiens eux-mêmes? Comment jugent-ils le cas Trotsky? (Lorsque nous parlons des ouvriers italiens il ne faut jamais oublier les conditions dans lesquelles ils sont obligés de vivre sous le fascisme). Voici ce qu'un membre du Bureau Politique actuel, Santo, avant

Lettres d'U.R.S.S.

Les ouvriers doivent protester contre la situation faite aux oppositionnels

Le silence de la direction du Parti et de l'I.C. continue à être profond. Sa répression se double de lâcheté.

Nous continuerons inlassablement notre appel aux ouvriers en faveur des déportés.

En première ligne il faut libérer Rakovsky!

Les ouvriers doivent être informés, et aux responsables de la politique du parti, ils doivent toujours poser la question : que faites-vous de l'opposition de gauche, en U.R.S.S., pourquoi la persécutez-vous? Justifiez vos mesures de répression, si vous le pouvez.

SUR CHRISTIAN GEORGEVITCH RAKOVSKY

(Extrait d'une lettre)

Rakovsky écrit énormément. Ce qui nous en parvient, est lu par tous; en ce sens Christian Georgevitch fait un grand travail. Sa position ne diffère en rien de la nôtre (celle de Trotsky); ainsi que nous, il résiste au régime du parti... Voilà quelques extraits d'une de ses dernières lettres :

« Tous nos avertissements se sont vérifiés beaucoup plus rapidement et entièrement, que nous ne pouvions le supposer. Maintenant on bat en retraite, et on abandonne les positions, évidemment, par des zigzags ordinaires. Le mot d'ordre « de collectivisation généralisée en trois ans » ne subsiste encore que pour effrayer le paysan moyen et pour augmenter le prix du rachat de sa pression. Le paysan moyen sera l'axe autour duquel s'effectuera le tournant à 180° de la politique centrisme.

Après que le centrisme, a, sans crédit, ruiné l'économie du paysan moyen, on recommencera de nouveau à le fétichiser, avec les sacrifices rituels, non sur le dos de la bureaucratie — ce que chacun devrait approuver — mais au compte des paysans pauvres et du prolétariat. »...

L'EXISTENCE DANS LES ISOLATEURS

Juin 1930.

... J'ai reçu par hasard quelques informations de l'isolateur de N. L'un de nos camarades qui y était enfermé développait précédemment la théorie pessimiste de « l'engrais », c'est-à-dire que nous sommes le ferment de la prochaine montée révolutionnaire, mais aujourd'hui — dans sa lettre — on sent un changement. Tous travaillent pour approfondir et augmenter leur savoir théorique, ils étudient et se for-

ment à être le valet corrompu d'Ercoli, rapportait à la II^e Conférence du Parti en demandant des informations sur le cas Trotsky et reprochant au Centre de tout faire sans la base. « *Il faut voir,* — affirmait-il, — *comment la nouvelle de l'exclusion de Trotsky a ému la masse.* » Oui, les ouvriers italiens ne croient pas, pas plus que les ouvriers des autres pays, aux bavardages des bureaucrates stalinien. Les masses ouvrières italiennes, comme les ouvriers du monde entier ont été fortement émus par la nouvelle de l'exclusion de Trotsky. Tous les ouvriers n'ont qu'un désir, une attente : voir Trotsky réintégré dans le Parti et dans l'Internationale. Pour eux Trotsky demeure le chef qui avec Lénine guida les destinées victorieuses de la Révolution d'Octobre. Mais il ne suffit pas « d'espérer », d'attendre la réintégration de Trotsky dans l'Internationale. Il faut lutter avec Trotsky contre les erreurs anciennes et nouvelles qui désagrègent le Parti et la classe ouvrière.

L'opposition de gauche internationale en luttant pour la régénération des Partis et de l'Internationale sur la base du léninisme, lutte pour conduire la classe ouvrière du monde entier à la victoire sur le capitalisme.

FEROCI.

liffient dans la connaissance des langues étrangères, avec une préférence marquée pour l'allemand. Les discussions se mènent sans interruption. Les sujets : la connaissance du monde, l'espace, le temps, la mécanique, les sorties des droitiers, la « troisième période » etc... L'on ne peut savoir rien de plus sur l'essence même des discussions, car toutes les considérations abstraites sont censurées ou retenues par la censure, même la situation relative à la nourriture fait partie du mystère de l'isolateur. Le nombre des personnes — communiquant, entre elles, est limité. On fit la grève de la faim plusieurs fois. Les motifs en furent le régime et de toute évidence la nourriture ; après la première grève de la faim ils arrachèrent la permission de recevoir douze lettres au lieu de quatre par mois. La grève fut longue, il y eut des malades graves. La deuxième grève de la faim fut une protestation contre les bastonnades. A l'issue de la grève, les détenus se virent refuser toutes communications avec le monde extérieur. Ils sont dans un état d'esprit tendu... La vieille social-démocratie sortit des prisons et de l'exil beaucoup plus saine que ne sortiront les bolcheviks des isolateurs stalinien...

N. N.

LETTRE DE DÉPORTÉS

2 Juillet 1930

Dans tous les lieux de déportations ce ne sont, à l'heure actuelle, que perquisitions et arrestations. Le 10 juin nous fîmes aussi perquisitionnés. Pour l'instant on s'en tient là. Nous avons reçu de source sûre, la nouvelle qu'à la colonie des déportés de Tchikensk (Kasaakhan) un de nos camarades est arrêté et emprisonné sous l'inculpation d'espionnage, pour avoir correspondu avec L. Trotsky.

Nous avons envoyé une protestation énergique au C.C., dans laquelle nous insistions fermement sur le meurtre de Blumkine (que nous avons appris tout dernièrement). Les autres colonies envoient, de même, des protestations. Les arrestations, les perquisitions dans les lieux de déportations sans qu'aucun de nos camarades y donne matière (sinon, qu'ils ont une attitude ferme), l'accusation d'espionnage pour avoir correspondu avec L. Trotsky, les bastonnades dans les isolateurs politiques, etc... tout cela, n'est évidemment pas le fait du hasard. Dans le pays, la crise économique s'aiguise ; le manque d'approvisionnement des villages et du marché devient de plus en plus sensible (rien qu'en mai, la production s'est ralentie de 10,6 %). En liaison avec ces faits s'accroît le mécontentement des ouvriers et du parti, à l'égard de la direction (on peut le remarquer dans les journaux d'avant le Congrès). La Bureaucratie craint que l'opposition ne canalise tout ce mécontentement contre l'appareil omnipotent, en luttant pour assurer une base léniniste à la ligne politique. L'accroissement de l'influence de l'opposition léniniste (qui est indubitable — car la vie travaille pour nous) menace la bureaucratie régnante. Les tentatives faites par la bureaucratie, pour maintenir et fortifier son pouvoir, l'échauffent d'une rage haineuse dans sa lutte contre l'opposition léniniste. Le renouveau de travail sur le « Trotskysme » s'explique, comme l'a justement noté Trotsky, non par le hasard, mais par le renforcement de notre influence. Nous vous avons informés qu'à la déclaration de Rakovsky se sont joints Mouralov, Kasparova, Kossior. L'on y a introduit quelques modifications dans l'esprit des lettres de Trotsky. Sans aucun doute, la déclaration unifiera la poussée de l'opposition bolchevique.

Même dans les isolateurs politiques où les dures conditions d'existence se doublent de bastonnades, sur 140 camarades, il ne s'en trouve que dix pour reconnaître le léninisme stalinien...

APRÈS LE MEMORANDUM BRIAND

L'EUROPE SE DÉSUNIT DE PLUS EN PLUS

Depuis l'aggravation de la crise économique, les Etats Européens se heurtent davantage à la pression gigantesque du colosse américain. Déjà fortement concurrencés sur tous les marchés, l'élévation des tarifs douaniers américains leur ferme à jamais le Nouveau-Monde. L'Europe, avec sa poussière d'Etats, ses murailles douanières, son agriculture encore souvent arriérée ne permet pas l'établissement d'un marché intérieur suffisamment vaste pour absorber le surplus de la production. Le projet, très vague, de Fédération Européenne, lancé par Briand, s'inspire de cet état de choses pour affirmer la nécessité vitale d'une union économique étroite ; mais entre ce projet nuageux et sa réalisation matérielle, il y a toute l'épaisseur du régime capitaliste avec ses contradictions et ses antagonismes. Seuls, des rêveurs socialistes peuvent voir en lui la marque d'un esprit nouveau — supérieur aux préjugés mesquins des intérêts nationaux ; les marxistes n'y trouvent rien d'autre qu'une tentative de la France pour résoudre sous son hégémonie les difficultés où se débat le capitalisme européen en l'opposant, d'un côté à l'Amérique, de l'autre à l'U.R.S.S. ; loin d'unifier l'Europe, il ne sert qu'à mettre en lumière les profondes rivalités qui déchirent les différentes bourgeoisies et leurs attitudes antagonistes devant la crise mondiale. Chacune veut la résoudre sur le dos du voisin et si certains pays comme l'Allemagne semblent indécis, des groupements se font jour parmi d'autres, lourds de menace, prêts à la guerre des tarifs d'abord, à la guerre sanglante ensuite.

Le bloc anglo-saxon

A l'Ouest, la Grande-Bretagne s'avance chaque jour un peu plus vers une catastrophe. Le nombre des chômeurs y a largement dépassé deux millions. La faillite du gouvernement travailliste est si complète qu'il se voit obligé de convoquer une commission au-dessus des partis pour proposer un remède. Les roquets de la presse bourgeoise veulent qu'on diminue et même qu'on supprime l'indemnité du chômage, en un mot, ils veulent la misère et la mort de tout un peuple... Que signifie pour l'Angleterre le projet d'union européenne ? Absolument rien. Elle subit tout autant la pression américaine et la pression des Etats industriels d'Europe. Les espoirs de la bourgeoisie anglaise ne sont ni dans une organisation de l'Europe, ni dans une croisade antisoviétique, mais dans son immense empire où le soleil ne se couche jamais ; ils sont dans la réalisation d'un bloc étroit, de la métropole et des dominions, fermé aux marchandises étrangères ; un bloc opposé d'une part aux Etats-Unis d'Amérique, d'autre part à l'Europe noyée dans l'anarchie. C'est ce que signifie clairement la réponse au memorandum Briand dans laquelle on affirme que l'Angleterre n'est pas exclusivement européenne — et ne saurait s'intégrer dans une telle combinaison. Le bloc impérial anglo-saxon est une idée de Beaverbrook, qui fait son chemin dans les partis désarmés et impuissants de la métropole (1). Ce sera le cheval de bataille des conservateurs aux prochaines élections et les travaillistes aux abois ne savent s'ils doivent l'accepter ou le repousser. Cependant l'idée est aussi utopique que celle de la Fédération Européenne. L'Empire est rongé de contradictions : les Indes sont en plein bouleversement ; l'Egypte veut obtenir sa part de l'exploitation des cotons ; le Canada marque

(1) Voir la « Vérité » du 11 juillet.

une méfiance hostile dans ses relations avec l'Angleterre. Aux dernières élections, le gouvernement libéral y a été balayé parce qu'il accordait des tarifs préférentiels aux produits britanniques, et le gouvernement conservateur, qui lui succède, élève une muraille entre la métropole et lui. Il y a des antagonismes non seulement entre la métropole et les dominions, mais aussi entre les dominions eux-mêmes : l'Australie s'industrialise, la concurrence économique se fait âpre entre le Canada et la Nouvelle Zélande... De quel côté qu'il se tourne, qu'il suive la houlette de Briand ou les visions de Beaverbrook, le capitalisme britannique creuse la fosse où le prolétariat le précipitera.

Le bloc franco-balkanique

Si le memorandum Briand a trouvé en Angleterre un accueil dont l'ironie est à peine déguisée, il n'en a pas été de même chez les vassaux de la France, dans la Petite-Entente. La Petite-Entente (Tchéco-Slovaquie, Roumanie, Yougo-Slavie) est le bloc des états bénéficiaires du traité de Versailles constitué sous l'hégémonie de l'impérialisme français pour maintenir le statu-quo européen et servir ses visées ultérieures. Le memorandum Briand (en y accompagnant les multiples commentaires officiels dont il a été l'objet) plaide en faveur d'une unité de front économique européen. Il voyait dans des accords douaniers inter-européens la base de la fédération européenne. La conférence de Sinaia qui s'est tenue récemment entre la Roumanie et la Yougo-Slavie est un des succès partiels de la politique de Briand. Initialement cette conférence qui devait comprendre également la Tchéco-Slovaquie avait pour but de donner à la Petite-Entente une base économique en jetant les fondements d'un bloc entre la Tchéco-Slovaquie, pays industriel et la Yougo-Slavie et la Roumanie, pays agraires. Par suite de difficultés tenant à la complexité des rapports économiques inter-européens (la Tchéco-Slovaquie est à la fois une alliée militaire, une source de débouchés pour les capitaux de la France et un concurrent industriel possible) cette combinaison n'a pu encore avoir lieu : la Yougo-Slavie et la Roumanie ont été les seuls participants de la Conférence. La Conférence de Sinaia a pris la signification d'un bloc agricole de la Yougo-Slavie et de la Roumanie dirigé à la fois contre l'exportation américaine et contre l'exportation soviétique des céréales. Un accord douanier, un accord pour les marchés, un accord pour la lutte en faveur des tarifs préférentiels ont été réalisés entre la Yougo-Slavie et la Roumanie. Ces objectifs qui sont dictés à la fois par la crise agricole mondiale et par la situation particulièrement défavorable de l'agriculture roumaine et yougo-slave dans la lutte pour les marchés coïncident en même temps avec les objectifs à la fois anti-américains et anti-soviétiques de l'impérialisme français. La France se trouve en effet encore plus que l'Angleterre (pour le moment du moins), à la tête du bloc anti-soviétique non seulement du fait de ses alliées (Roumanie et Pologne), mais surtout du fait de sa pléthore de capitaux qui voudraient trouver dans un marché russe enfin « assaini » un débouché offrant des garanties de sécurité.

Une entreprise de beaucoup plus vaste envergure que la conférence de Sinaia est la conférence de Cracovie, convoquée par la Pologne qui doit s'ouvrir prochainement, en vue de trouver une solution à la crise agricole en Europe. Cette conférence a pour but de constituer un bloc

de tous les états européens dont l'exportation des produits agricoles (céréales, bois, plantes textiles, etc.) constitue la principale ressource, sauf l'U.R.S.S. Sont invités les Etats baltes (Finlande, Lituanie, Lettonie) et les Etats d'Europe centrale (Yougo-Slavie, Roumanie, Hongrie, Bulgarie). La pointe anti-soviétique de cette conférence à laquelle l'U.R.S.S. n'a pas été invitée est absolument évidente. Cependant du fait que la Hongrie et la Bulgarie se trouvent engagées par ailleurs dans un bloc politique divergent de celui de la Roumanie et de la Yougo-Slavie, la tenue de cette conférence apparaît plus étroitement liée à la crise agricole mondiale qu'à la politique de l'impérialisme français.

Le bloc italo-oriental

Si le memorandum Briand a trouvé un accueil favorable chez les vassaux de la Petite-Entente, il a vu par contre se dresser un bloc rival sous l'hégémonie de l'Italie. Nous avons exposé succinctement les bases de l'antagonisme franco-italien. Comme la France cherche à grouper les bénéficiaires du traité de Versailles, l'Italie comme le montre sa réponse au memorandum Briand cherche à grouper au contraire tous ceux qu'il a mécontentés ou gravement lésés, sous le mot d'ordre de la révision des traités et non plus du statu-quo européen. La Hongrie, la Bulgarie, l'Autriche sont déjà à des degrés divers acquis à cette politique. L'Allemagne, louchant sans cesse, garde encore une attitude équivoque, marchant son intégration à l'un ou à l'autre de ces blocs. Plus significative est l'orientation de l'Italie vers la Turquie et l'U.R.S.S. dont Mussolini, réclame également, dans le but évident de faire pièce à Briand, l'accession à la mythique « fédération européenne ».

La Turquie et l'U.R.S.S. on le sait, forment un bloc diplomatique. Or un traité de commerce turco-soviétique a déjà été conclu l'année dernière. Le traité commercial italo-soviétique qui vient d'être conclu, mérite de retenir l'attention, car replacé dans le contexte de la réponse italienne au memorandum Briand, on ne saurait lui accorder une signification exclusivement économique. L'Etat italien se charge d'accorder à l'U.R.S.S. pour ses achats industriels les facilités de crédit que les industriels privés ne sauraient lui assurer. C'est à la fois pour l'Italie une manœuvre économique défensive contre les nouveaux tarifs douaniers américains et une manœuvre politique offensive dirigée contre l'impérialisme français, champion de l'anti-soviétisme.

Anarchie capitaliste ou unité soviétique

On voit ainsi ce qui se masque derrière l'agitation dont le masque pacifiste, il est vrai, ne trompe plus grand monde, faite autour du mot d'ordre de la fédération européenne. Si la fédération européenne est un mythe, les regroupements inter-impérialistes et anti-soviétiques auxquels elle sert de prétexte sont un danger très réel. Les états d'Europe sont moins unis que jamais. L'Angleterre se réfugie dans l'isolement de la politique impériale, la France et l'Italie sont occupées à constituer des blocs politiques et économiques rivaux. Il n'y a pas, comme le prétend l'Internationale, de front uni européen anti-américain et anti-soviétique, mais il n'y en a pas moins de dangers de guerre très réels. Seuls le marasme économique, la complexité et l'insuffisante cristallisation des regroupements inter-impérialistes mondiaux font que la guerre n'est pas encore imminente.

Il faut arracher nos prisonniers aux bagnes mussoliniens !

Que font les organisations prolétaires internationales pour sauver les communistes emprisonnés en Italie ?

Voilà ce que tout prolétaire doit se demander. Depuis quatre ans environ le fascisme renferme dans ses bagnes horribles de Santo Stefano, de Portolongone, de Volterra, de San Gimignano, de Montelupo, d'Oneglia et de centaines d'autres endroits, les militants les meilleurs du prolétariat italien. Les maisons à tuer que sont ces bagnes poursuivent leur œuvre de mort. La lutte implacable et toujours accrue que les travailleurs italiens mènent en Italie inlassablement contre le fascisme et le capitalisme exige de la part du prolétariat international la solidarité la plus vive et agissante. Les travailleurs de tous les pays ont fait preuve d'élan fraternel toutes les fois qu'ils ont été appelés à la lutte et qu'on a su les guider. L'esprit internationaliste des travailleurs ne s'est pas endormi. La question est de savoir vibrer avec lui pour le transformer en action. La bureaucratie qui est à la direction de nos organismes de classe montre toujours plus qu'elle a perdu toute sensibilité et toute faculté de comprendre l'esprit internationaliste des masses. Les plus récents événements internationaux qui pourraient mobiliser les travailleurs de tous les pays, sont à peine enregistrés comme des faits courants. Comment sortir d'une telle situation ? Nous l'avons déjà dit, et nous insistons là-dessus.

Les travailleurs doivent prendre en mains l'organisation de la lutte, la destinée de leurs camarades. Malgré la bureaucratie retardataire et somnolente, l'action de classe doit être imposée. Seule l'action de classe est susceptible d'exiger la libération des prisonniers antifascistes qui s'éteignent lentement dans les prisons de Mussolini. Nous demandons à tous les ouvriers italiens et français organisés dans la C.G.T.U., d'exercer toute la pression nécessaire afin que la C.G.T.U. prenne en France et sur une échelle internationale l'initiative d'une large campagne et d'une action systématique pour l'amnistie aux prisonniers antifascistes. Au cours de toutes les réunions syndicales doivent être présentés des ordres du jour demandant cette action pour la libération des prisonniers antifascistes. La C.G.T.U. peut et doit devenir le centre de la lutte internationale de libération. C'est un devoir de solidarité de classe dans la lutte que les prolétaires d'Italie mènent contre le fascisme et le capitalisme, et c'est un devoir de solidarité internationale dans la lutte contre le capitalisme mondial.

Pour la libération de nos prisonniers dans les geôles mussoliniennes, faisons de l'agitation, organisons-nous, luttons pour exiger de la C.G.T.U. l'action de classe !

la Vérité
ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE
OPPOSITION
Hebdomadaire

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris

Directeur politique : **A. Rosmer**
Administrateur : **P. Frank**

L'organisation économique de l'Europe est un problème urgent que se pose avec anxiété la bourgeoisie, mais sa résolution dans le cadre capitaliste est inconcevable. C'est au prolétariat qu'il appartient de forger dans le feu de la Révolution les Etats-Unis soviétiques d'Europe !

SIRIAT.

L'opposition de gauche, la droite, et la social-démocratie

I.

Les liquidateurs droitiers du Communisme en Europe viennent de marquer un pas en avant : toute l'opposition de droite tchécoslovaque est rentrée en bloc au parti social-démocrate. Dunois, Marion, ont fait cette évolution pour leur compte, en France. En Tchécoslovaquie toute l'opposition de droite vient de la faire pour le compte de l'opposition de droite internationale.

En somme les droitiers tchécoslovaques cherchent à reconstituer l'unité prolétarienne, mais sur la base du réformisme. Ils devancent le P.O.P. français qui s'orientent lui aussi dans le même sens.

Le fait tire encore son importance des liaisons étroites qui existaient entre la droite tchécoslovaque et le groupe Brandler en Allemagne. Brandler est venu plusieurs fois assister aux réunions des opposants de droite tchèques à Prague. Or Brandler et son groupe prétendent toujours être une opposition du Parti Communiste, et lutter énergiquement contre les social-démocrates. La conduite de ses alliés en France (P.O.P.) et en Tchécoslovaquie devrait pourtant faire réfléchir : la voie de la droite, c'est le chemin de la social-démocratie.

Ce que les Tchèques viennent de faire, Brandler ne peut pas encore le faire. Les conditions objectives de la lutte en Allemagne, où le danger fasciste est croissant, lui imposent une attitude plus retenue.

Lors des élections de Saxe, la droite présenta ses propres candidats contre ceux du parti. Elle montra ainsi sa rupture définitive avec l'I.C. et le parti allemand. Mais le résultat de ces élections fut avant tout un immense succès pour les fascistes et un écrasement pour les brandlériens. Il s'en suivit de la part de ces derniers un changement momentané de tactique.

Redoutant un écrasement dans l'Allemagne entière aux élections générales qui auront lieu en Septembre, les brandlériens ont décidé de ne pas y présenter de candidats, mais de faire voter pour les candidats du parti. Ce n'est pas de leur part une position de principe, mais une recul effectué sous la pression de la base qui n'a pas compris que l'on divise les voix communistes devant celles du fascisme et de la social-démocratie.

Ainsi apparaît la vraie figure de l'opposition de droite. Son principal noyau, qui est l'opposition brandlérienne en Allemagne, oscille entre le communisme et la social-démocratie, mais ses ramifications en Tchécoslovaquie et en France, ont déjà gagné les positions de la social-démocratie, politiquement ou même organiquement.

II.

La social-démocratie elle-même est très consciente de ces transformations survenues dans l'aile droite détachée du communisme, et elle s'en réjouit. Le parti socialiste français, dont le développement ces derniers temps a été considérable, apporte une attention particulière à ce qu'il appelle la « décomposition » du P.C. français, c'est à dire à ce qui est en réalité la conséquence des contradictions de la politique centriste de notre parti.

Récemment l'Humanité analysait un article de la Vie Socialiste sur « les tronçons du bolchevisme ». Dans l'Humanité, on ne citait de cet article que ce qui concerne le P.O.P. Evidemment ! Il est facile ainsi, et d'ailleurs justifié, de montrer à quel point le P.O.P. est proche du Parti Socialiste. Les socialistes s'en rendent bien compte. Ils ne comprennent pas que Sellier, Chasseigne et Cie constituent un parti, au lieu de faire directement le petit trajet qu'ont accompli Dunois, Marion et d'autres, jusqu'à la plus proche section de la S.F.I.O. La Vie Socialiste s'étend longuement sur le P.O.P., et sa démonstration tend d'ailleurs à prouver que le P.O.P. n'est déjà plus un « tronçon du bolchevisme », mais tout simplement un « tronçon de la social-démocratie ».

Cependant l'Humanité cache à ses lecteurs la suite de l'article de la Vie Socialiste ; mais nous n'avons pas de raisons d'en faire autant : en effet, dans la suite, l'auteur s'en prend à l'autre « tronçon » du bolchevisme, c'est à dire à l'opposition de gauche. Il nous considère comme les véritables ennemis de la social-démocratie, et c'est ce témoignage qui gêne l'Humanité, pour qui nous ne sommes qu'une variété de social-démocrates.

Voici quelques larges extraits de l'article de la Vie Socialiste. Les travailleurs verront alors nettement quelle est l'appréciation des social-démocrates sur nous :

« Mais voilà que, dénonçant l'opportunisme du P.O.P. et attaquant cependant le P.C. officiel, une nouvelle opposition se développe. Mais elle offre un caractère absolument nouveau... Récemment elle s'est organisée en Ligue Communiste (opposition)... Les oppositionnels de gauche se nomment eux-mêmes bolchevistes-léninistes. C'est donc qu'ils ne renient rien des thèses fondamentales du bolchevisme. Ils réclament le retour à la démocratie dans le Parti, mais ne veulent à aucun prix de la démocratie en dehors. Tout naturellement ils dénoncent la bureaucratie qui étouffe aussi bien le développement des Partis Communistes que « la construction du socialisme dans un seul pays ». Pour l'action ils réclament une ligne marxiste juste. Ils dénoncent la politique de Staline, qui poursuit la collectivisation des terres en Russie et lance en Europe des mots d'ordre qui découragent les masses. Il faut, selon eux, étudier la situation d'une façon objective et ne pas prendre ses désirs pour la réalité. Le stalinisme lancerait des mots d'ordre ultra-gauchistes mais n'aurait en réalité qu'une politique opportuniste.

« ... L'opposition de gauche apparaît ainsi comme l'héritière de la pensée qui présida la révolution d'Octobre et permettra peut-être au bolchevisme de survivre à la décomposition du Parti Communiste officiel. »

Ainsi, les social-démocrates comprennent bien que leurs alliés ne sont pas de notre côté, mais du côté de ceux qui ruinent l'Internationale.

Ils écrivent que si une tendance « apparaît comme l'héritière de la révolution d'Octobre », c'est celle de l'opposition de gauche.

Quant à leur affirmation que l'opposition « permettra peut-être au bolchevisme de survivre à la décomposition du P. C. officiel », elle est juste à condition d'enlever le peut-être et d'écrire : seule l'opposition de gauche peut permettre à l'Internationale Communiste, non de survivre, mais d'accomplir sa tâche, l'accomplissement de la révolution internationale. Les voies qu'elle empruntera pour cela peuvent être très pénibles. Mais elles sont ouvertes devant nous. Nous travaillons actuellement à aider le parti à suivre une voie juste en renonçant à ses erreurs putschistes ou opportunistes du passé.

Nous l'aiderons à mieux lutter contre la social-démocratie.

Et cela, ce sont les social-démocrates eux-mêmes qui nous le disent ouvertement. Courtois dans l'Humanité s'est borné à citer de la Vie Socialiste ce qui concerne le P.O.P. Mais nous comprenons très bien qu'il n'ait pas tenu à mettre sous les yeux des ouvriers l'opinion des social-démocrates sur l'opposition de gauche.

P. NAVILLE.

**IL FAUT SOUSCRIRE
A « LA VERITE »
C'est un devoir pour chacun
de nos lecteurs.**

DANS LA REGION TOURANGELLE Le Comité Régional du Parti chasse une cellule !

Après les exclusions de cinq militants le Comité Régional a prononcé l'exclusion du camarade Gratteau de la cellule des ateliers de Tours P.-O. Mais cette exclusion n'avait plus aucune signification puisque aussi bien la cellule tout entière avait affirmé sa solidarité avec les exclus ainsi que nos camarades ont pu le voir par la résolution publiée dans le dernier numéro de la Vérité. Qu'allait faire la direction régionale devant cette résistance de la base ? Nos bureaucrates ne se sont pas embarrassés. Ils sont descendus à la dernière réunion de cellule, ont multiplié leurs tentatives de dissociation et devant leur échec ont eu recours à la manœuvre dernière. Ils n'excluent pas la cellule : ils prononcent sa dissolution !

C'est ainsi maintenant que se consolide le Parti dans les entreprises où ses racines sont pourtant des plus faibles.

Mais la manœuvre du Comité régional échouera. Dissoute par les bureaucrates, la cellule a décidé de continuer à vivre. Le communisme ne meurt pas ainsi !

Les ouvriers communistes des ateliers P.O. le démontreront.

Ainsi, pour esquiver le débat sur leur politique incohérente et catastrophique qui a déjà réduit le Parti à sa plus simple expression les dirigeants régionaux ont dû chasser non pas seulement des militants, mais une cellule d'entreprise entière ! Qu'ils ne croient pas qu'ainsi le débat est liquidé. Ils commencent à tenter d'expliquer leur position devant le « tournant décisif ». Nous ferons entendre notre voix en dépit des efforts faits pour l'étouffer. Nous montrerons aux ouvriers révolutionnaires de la région tourangelle le chemin du véritable redressement communiste.

Un exclu.

DANS LE 4e RAYON Semard applique le tournant Prépare-t-on des exclusions ?

Nous n'avons pu, en raison du manque de place, publier le compte rendu de la dernière assemblée du sous-rayon du 13^e. Le voici :

Sémard vint pour former un nouveau comité de sous-rayon. Environ 35 camarades étaient présents.

Un nouveau comité comprenant huit membres est élu. Pour l'accoucheur, on met presque une heure, malgré la présence d'une sage-femme de la taille de Sémard.

Des éléments passifs, qui n'ont jamais fait de travail, dominent dans ce comité. Par contre, ils sont dans la ligne. Ils étaient pour la grève politique des masses et considéraient la résolution de l'ancien comité du sous-rayon comme liquidatrice, mais avec la nouvelle ligne, ils sont aussi d'accord.

Que peut-on attendre d'eux ? Deux camarades de l'ancien comité restent à la direction pour la mise au courant des nouveaux éléments. Ils sont d'ailleurs visiblement embarrassés.

Lelandais et Caremel, chassés pour incapacité de la Fédération des Jeunesses, offrent leurs services pour le « redressement » ; le patron accepte.

Le nouveau comité, qui comprend, d'après Sémard, trop peu d'ouvriers, est accepté à l'unanimité.

Sémard ne veut plus de discussion politique, et pour cause.

Rappelons-nous les faits : Le comité du sous-rayon du 13^e adopte après le Premier Mai une résolution estimant que la formule de la « grève politique des masses » est trop en avant des masses.

Sémard, appliquant la formule de Thorez, pour la discussion avec la base... étouffe par différentes manœuvres les membres du rang. Nous avons relaté les différentes conférences d'Ivry du 15 juin, les deux assemblées précédentes du sous-rayon du 13^e, etc., dans la Vérité.

Sémard affirme avec une impudence bureaucratique que le mot d'ordre était : « Vers la Santé » ! Pourtant, tout le monde a lu, sur les tracts : « Tous à 9 heures à la Santé. » Le fait que la base encaisse cela sans trop rien dire, est alarmant.

L'Humanité publie une lettre fictive d'un Algérien à 150 % dans la ligne (nous ignorons si cet Algérien est après le tournant, pour ou contre la grève politique de masses dans la présente étape).

Les camarades sont traités de liquidateurs ; trois semaines avant le 1^{er} Août, ils démissionnent, ayant la majorité des cellules contre eux.

Leur procédé était tout à fait bolchévique. Battus, ils s'inclinaient prêts à appliquer les tâches pratiques. C'eût été une malhonnêteté politique de leur part de préparer d'après la lettre ouverte la grève politique des masses, pour le 1^{er} août, puisqu'ils ont approuvé une résolution dans un autre sens.

Nous avons déjà raconté comment Sémard soutenait la passivité en empêchant l'élection d'un nouveau comité. Les camarades ont déjoué la manœuvre et se sont retirés du comité dont la réélection a été empêchée par Sémard.

Sémard a l'impudence de parler à ce sujet de solidarité ministérielle et de dire que « ceux qui ont abandonné leur poste méritent d'être foutus à la porte ». Je ne suis pas dans le secret et j'ignore s'il s'agit d'une phrase démagogique ou bien si la direction prépare vraiment des exclusions.

On se souvient de la résolution du C. C. parue huit jours avant le 1^{er} août, retirant le mot d'ordre de grève politique des masses. Alors, pourquoi les camarades étaient-ils traités d'opportunistes, etc. ?

Sémard ne veut pas maintenant de discussion, car les camarades qui sont désorientés, comprendraient.

L'opposition comprend que le tournant mène à l'opportunisme, et avec elle beaucoup de camarades du parti. Il est clair qu'après une série de défaites, la base est découragée et désorientée.

Malgré tout, l'opposition saura leur expliquer patiemment sa position politique et conquérir le noyau sain du parti. Autrement nous irons vers un nouveau 2 août 1914.

Mais nous sommes certains que le réveil de la base prolétarienne viendra avant.

Un correspondant.

P.-S. — Un 100 % zélé annonce qu'un tract oppositionnel était dans son exemplaire des Cahiers du bolchevisme.

Sémard est obligé de dire que le travail fractionnel est vraiment bien organisé.

Vous verrez encore d'autres surprises, mon cher Sémard.

La Fédération espérantiste ouvrière nous prie d'insérer le compte rendu suivant :

LE DIXIEME CONGRES INTERNATIONAL ESPERANTISTE OUVRIER

Le dixième Congrès de l'organisation internationale espérantiste ouvrière : « Sennariceca Asocio Tutmonda » (S.A.T.), dont le siège est à Paris (20^e), 23, rue Boyer, s'est tenu à Londres, du 2 au 7 Août, au Conway Hall.

— Malgré les circonstances peu favorables de certains pays, 340 congressistes, appartenant à seize nationalités, y participèrent.

La discussion des rapports présentés par le Comité et la question de l'orientation du mouvement espérantiste prolétarien donnèrent lieu à des débats animés où les différentes tendances s'affrontèrent parfois très violemment. Après trois jours de discussions les deux tiers des congressistes exprimèrent leur confiance à la direction et à la ligne politique actuelle, c'est-à-dire que la S.A.T. doit rester ce qu'elle est depuis le début, une organisation de liaison et de culture pour les espérantistes prolétariens, dont le but est de mettre l'ESPERANTO au service du prolétariat. Pour remplir sa mission, elle doit se tenir au-dessus des tendances et des partis.

Comme les précédents, ce Congrès montre que l'ESPERANTO est non le privilège d'une minorité de personnes instruites, mais réellement la langue internationale du peuple. Le fait que pendant une semaine, des ouvriers et des ouvrières de seize pays, parlant seize langues différents ont pu exprimer leurs pensées par l'ESPERANTO sans le secours d'aucun traducteur n'en est-il pas une fois de plus, la preuve irréfutable ?

F. B. O.

LA VIE OUVRIÈRE

LA BATAILLE GRÉVISTE DANS LE NORD

Semaine décisive

Lille, le 18 août.

(De notre correspondant)

On peut dire que cette semaine-ci sera décisive pour la bataille qui oppose plus de 100.000 travailleurs à un patronat puissant et féroce, aidé de toutes les forces de l'état capitaliste.

Expliquons-nous. Il y a dans les grèves, du Nord trois secteurs distincts présentant chacun ses caractères propres : 1° Armentières, Houplines; 2° Lille et sa banlieue; 3° Roubaix-Tourcoing-Halluin et localités environnantes.

A Armentières-Houplines, la situation est très nette. Les ouvriers y luttent contre le versement ouvrier et pour une large augmentation de salaire. Les organisations unitaires y jouent un rôle prépondérant. Les chrétiens et les confédérés se déposent en pourparlers continus mais n'aboutissent à aucun résultat.

Dans le secteur de Lille, à part quelques localités de la banlieue, les réformistes dirigent le mouvement et font des efforts inouïs pour liquider au plus vite la grève et cela à n'importe quelles conditions. Le ministre raté Salengro voudrait faire accepter aux ouvriers l'idée de l'arbitrage du ministre du travail. Les patrons du textile restent intransigeants, ne veulent plus de pourparlers et pour justifier leur attitude, ils prétextent la crise économique qui frappe particulièrement leur industrie.

Ces messieurs oublient d'ajouter qu'en 1928 et même en 1929 ils ont réalisé des bénéfices formidables. Dans la métallurgie, les ouvriers avaient repoussé au début d'août un compromis élaboré à la préfecture entre les chefs confédérés et les représentants patronaux. Ce compromis stipulait que le travail serait repris sans conditions et qu'ensuite un expert serait désigné qui, après étude du coût de la vie, indiquerait si les ouvriers avaient droit à une augmentation de salaire et quel taux.

Au cours de la semaine écoulée, les mêmes chefs réformistes ont réussi à faire accepter ce même compromis par les ouvriers confédérés et nul doute que des négociations actives seront poussées pour liquider le plus rapidement possible la grève des métaux.

Il va sans dire que l'issue de la bataille dans les métaux aura une répercussion certaine dans le textile.

Malgré nos faibles positions à Lille, nous pouvons alerter les métallurgistes contre ce compromis honteux. La conjoncture est bonne dans les métaux, à plus forte raison la lutte doit être menée pour une victoire totale.

A Roubaix-Tourcoing la situation est des plus confuses. Les mots d'ordre de nos organisations unitaires sont : pas de versement ouvrier et augmentation de 0 f. 50 à l'heure et pas de rentrées partielles.

Les confédérés disent : contre la prime de fidélité et 0 f. 25 d'augmentation ou bien la cotisation ouvrière prise en charge par le patron et rentrée dans toutes les usines qui donneront satisfaction sur ces points.

Malgré tous les efforts de nos organisations et des militants de la C. G. T. U. il faut reconnaître que ce sont les chefs réformistes qui ont la masse

contribueront passablement à affaiblir la seule centrale syndicale révolutionnaire en France, la C.G.T.U., au bénéfice de la bourgeoisie et de ses amis réformistes.

Le Bureau confédéral unitaire, continue à observer un silence étrange.

Quant à Chambelland et le Comité pour l'Indépendance ils récoltent ce qu'ils ont semé.

« Autonomie », « Indépendance », clamaient-ils ; à Dunkerque, les minoritaires leur font écho.

des ouvriers derrière eux. C'est eux qui dirigent la grève. Ainsi à Roubaix-Tourcoing plus de 20.000 ouvriers travaillent déjà dans les usines qui ont accepté les revendications des confédérés.

Les réunions et les manifestations organisées par les unitaires groupent fort peu de monde à Roubaix-Tourcoing. La masse des grévistes n'a pas confiance dans les solutions et les méthodes de la C. G. T. U.

Dans ces conditions faut-il se contenter de rester sur ses positions, même si on reste seul ; faut-il s'accrocher à la pureté des formules et des mots d'ordre de la C.G.T.U. et continuer à crier dix fois par jour que les chefs socialistes et confédérés sont des traîtres (ce qui ne convaincra aucun ouvrier réformiste) ? Nous ne le pensons pas, car en continuant ainsi nous nous isolerions de plus en plus des ouvriers grévistes et nous resterions finalement seuls avec nos mots d'ordre.

Que les militants de la grève réfléchissent bien à cette situation : qu'ils aient le courage — même contre Thorez — de rechercher les moyens tactiques qui nous lieront davantage aux grévistes, et qui nous permettront de démasquer les chefs réformistes et de gagner à nous de nombreux ouvriers confédérés.

Sur cet important problème notre camarade Cornette a fait des propositions concrètes au comité local de grève d'Halluin. Nous y reviendrons amplement la semaine prochaine et les camarades de l'opposition unitaire de toutes les régions pourront utilement apporter leur point de vue.

Le consortium a fait des efforts inouïs pour faire une brèche dans le bloc des grévistes à l'occasion du cap de lundi. Il espère réussir grâce à la carence des réformistes qui appellent au calme et à la dignité ouvrière. A l'heure où nous écrivons nous ne savons pas encore dans quelle mesure les manœuvres de Ley auront réussi.

Signalons pour terminer que Thorez profite admirablement bien des réunions de grévistes pour « démolir » les militants de l'opposition unitaire. C'est ainsi qu'à Halluin il a poussé une charge à fond contre eux et en particulier contre Cornette qu'il accusa bêtement d'avoir la même position que les réformistes sur les A.S. Il répéta aussi le roman-feuilleton qui a paru dans l'Enchaîné pour justifier l'exclusion de Cornette du P.C.

Depuis longtemps nous savons que Thorez sait mentir, et comment. C'est pourquoi nous ne nous étonnons nullement de ses accusations à la fois méchantes et bêtes. Rappelons-lui que Cornette n'est pas le dernier dans la grève actuelle à Halluin ; signalons-lui qu'à Lille c'est un militant de l'Opposition unitaire, Devreyère, qui a aidé le plus Bossus, secrétaire fédéral, dans la grève du bâtiment qui a échoué. Et enfin apprenons au « tourneur » décisif Thorez que les grèves partielles dans les métaux de Dunkerque ont été dirigées et organisées par notre camarade Blanckaert.

Mais le grand jus de Thorez n'a pas plu aux ouvriers d'Halluin et gageons qu'il ne viendra plus tenter la même opération.

Déclaration de la majorité du Bureau du Syndicat Unitaire de Tours P. O.

Le Comité régional du Parti Communiste a exclu du parti, cinq de ses membres dont trois appartiennent à notre syndicat, et y occupent des fonctions importantes, les camarades Gluneau, Dognon et Delabarre.

C'est entièrement le droit du parti d'exclure tel ou tel de ses membres et la majorité du bureau du syndicat n'entend pas intervenir dans cette question, mais la résolution du Comité régional du parti contient d'autres affirmations, en particulier le paragraphe suivant : « Le Comité régional du parti décide qu'il y a lieu d'engager immédiatement contre ces traîtres et en particulier contre leur chef de file, Alfred Bernard, une vigoureuse campagne publique pour les démasquer devant les masses ouvrières de la région et en particulier devant les cheminots et pour gagner à la cause communiste les ouvriers qu'ils trompent et qu'ils tiennent encore sous leur influence, cette campagne devra se développer sur la base suivante : réunions, meetings, assemblées syndicales ».

La majorité du bureau du syndicat estime ne pouvoir rester indifférente devant la décision du Comité régional du Parti, de mener, contre des camarades, tous militants du syndicat (trois membres de la C.E. de l'U.R.), trésorier, secrétaire-adjoint et secrétaire du syndicat, une campagne dont le ton de la résolution nous donne un avant-goût (traîtres, désagrégeurs, etc. etc.).

Nous considérons qu'une telle campagne ne peut-être que des plus préjudiciable au mouvement syndical. L'effet de ces injures et de ces provocations peut déjà être mesuré par les injures grossières et les gestes provocants à l'égard de certains militants, à l'occasion du meeting du 1er Août, salle du manège.

Cette campagne est en contradiction complète avec l'attitude de certains de ses promoteurs qui, à notre dernière assemblée syndicale, ont voté après une discussion sur les positions réciproques pour l'élection du secrétaire actuel au bureau du syndicat, car on ne vote à aucun prix pour des traîtres à la direction du syndicat. Cette méthode est également contraire à la pratique du syndicat où après les discussions et les votes, le maximum fut toujours fait pour assurer un travail commun. La majorité du bureau déclare que si le Comité régional du P. C. entend mettre sa résolution en application il interviendra énergiquement contre une telle besogne de discrédit contre les militants. Il invite les militants du syndicat à s'opposer à ces agissements.

La majorité du bureau du Syndicat Unitaire P.-O. de Tours

GLUNEAU, MORIN, DOGNON
DELABARRE.

SEMARD A TOUJOURS RAISON

Semard sermonne dans les Cahiers du Bolchevisme, des camarades du 6° rayon coupables de ne plus rien comprendre aux directives incohérentes imposées par Semard et ses pareils : « Par ailleurs, les fautes « gauches » (mécanisme et sectarisme) et le verbiage « gauchiste » continuent à sévir. Par exemple dans le 6° rayon des camarades accusent la direction du Parti « de battre en retraite » sur une ligne opportuniste : « On a reculé à Vincennes, on a reculé en ce qui concerne la grève de la métallurgie, et on a reculé encore pour la grève politique du 1er Août », disent-ils. »

Mais qui sinon les Semard ont « lancé le mot d'ordre de la grève générale de la métallurgie » et de la « grève politique du 1er Août » ? Il n'y a pas la moindre velléité chez Semard d'expliquer pourquoi ces mots d'ordre ont été abandonnés ; mais cela ne fait rien : les camarades du 6° rayon ont tort de ne pas comprendre que Semard a toujours raison.

Ceux qui ont fait une religion de « l'Unité » : Chambelland et ses amis du Comité pour l'Indépendance, ne trouvent rien à dire sur les procédés « unitaires » des minoritaires de Dunkerque qui préparent la scission. Leur gêne est fort explicable. En effet, désarmer les minoritaires de Dunkerque entraînerait leur propre désaveu. Mais si, parfois, le « silence est d'or », d'autres fois, il est un aveu, et, cette fois, c'est l'aveu de l'impasse où sont conduits eux-mêmes Chambelland et le Comité pour l'Indépendance.

Dans le Cri du Peuple du 20 août, on trouve une fois de plus la preuve du danger de la politique du Comité pour l'Indépendance : le Syndicat autonome du Textile de Tourcoing, minorité du syndicat unitaire qui a quitté récemment la C.G. T.U., demande aux lecteurs du Cri leur appui matériel pour soutenir ses adhérents participant aux grèves du Nord. Pour nous, il est évident que les gros sous des ouvriers devraient aller aux grévistes de toutes tendances et cela pose évidemment la question du front unique de lutte. Le Cri du Peuple, lui, pose la question ainsi : « ...Tandis que confédérés et unitaires reçoivent des subsides de leur centrale syndicale, eux, ne reçoivent rien du tout. Pourtant, ils ont, comme les autres, le droit de manger ! »

Fort bien ! Mais le problème de la solidarité à l'égard des grévistes autonomes de Tourcoing entraîne automatiquement une réponse à ceux qui considèrent l'autonomie, le départ de la C.G.T.U., comme le remède. Isolés, les autonomes ne peuvent rien. Et l'exemple de Tourcoing le prouve. Ce qui aiderait sûrement les grévistes autonomes de Tourcoing, c'est l'appui des ouvriers révolutionnaires, c'est la rentrée dans la C.G.T.U. C'est pour eux la seule issue.

Là-dessus, le Cri du Peuple ne daigne pas donner son opinion, pas plus qu'il ne la donne sur les tentatives des minoritaires de Dunkerque qui veulent répéter l'exemple de Tourcoing.

A DUNKERQUE

La route de l'autonomie

C'est maintenant Olivier, secrétaire du syndicat unitaire des dockers de Dunkerque et militant notoire du Comité pour l'Indépendance, qui signe en compagnie notamment du secrétaire des dockers autonomes de Brest, un appel paru dans le n° d'août de la Bataille des marins, où l'on reprend l'idée d'un congrès d'« unité » de tous les syndicats des ports des diverses tendances, proposition lancée récemment par Susini et Wymiens.

Dans cet appel on lit que :

« Ce n'est pas en nous reprochant les fautes passées, voire même présentes que nous sortirons de l'impasse dans laquelle nous a jetés la scission. Le mal ne peut être guéri qu'en y apportant le remède. Et ce remède c'est l'Unité. »

« Comment cette Unité pourrait-elle se réaliser ? Sur quelle base devrait-elle se fonder ? »

« Il appartiendra aux délégués des diverses organisations qui auront donné leur adhésion de principe à cette Fédération Unique de Marins et Dockers de se mettre d'accord sur le mode de discussion à observer au moment du Congrès d'Unité. »

« Quant à nous, la seule question qui devra dominer les débats devra être la suivante : De l'utilité de l'Unité. »

Et c'est signé :

SUSINI, AUDO, du Syndicat Unitaire des Marins de Dunkerque ;

OLIVIER, WYMIENS, PUYDT, du Syndicat du Port de Dunkerque ;

TREGUER, du Syndicat Autonome des Dockers de Brest.

On remarquera l'imprécision, l'obscurité voulues des initiateurs dudit congrès quant à la base sur laquelle doit se réaliser cette « Unité ». Les phrases sur l'Union ne suffisent pas. Et Blanckaert avait raison de demander si l'« Unité » désirée était basée sur la lutte de classe ou la collaboration.

Le plus clair de l'opération menée par les auteurs de l'appel, c'est qu'ils

CAMARADE !

Si tu n'es pas encore abonné
envoie-nous de suite ton
abonnement.

6 MOIS, 13 fr. - UN AN, 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck - 136.855-Paris

En plein marais réformiste

LES EMBARRAS DE CHAMBELLAND

Justifier une politique fautive est plus difficile que ne pense Chambelland.

Nous avons dit que sa position et celle du Comité pour l'Indépendance sur la question des assurances sociales et du versement ouvrier, ne différaient guère de celle des réformistes de la C.G.T. Mais, Chambelland ne peut admettre une telle affirmation. Et immédiatement, il assimile les « trotskystes » aux « staliniens ». Ce qui est évidemment très fort.

Le pauvre Chambelland s'exagère la portée de ce genre d'arguments. Ils ne suffiront pas à le tirer du pétrin réformiste où il s'enfoncé de plus en plus.

Le malheur pour Chambelland, c'est qu'il y a des textes. De malencontreux textes qui sont parus dans le *Cri du Peuple*.

On pourra juger à leur lecture ce que vaut la défense de Chambelland lorsqu'il écrit (*Cri* du 13 Août) :

« De bonnes langues assurent que nous aurions été surpris par l'ampleur des mouvements de grève déclenchés lors de l'application des Assurances sociales, notre enthousiasme (?) de partisans de la loi (?) nous ayant, paraît-il, amenés à méconnaître les répercussions inévitables de celle-ci. »

« Quitte à me faire traiter une fois de plus de « jésuite » par les staliniens ou par les trotskistes (on ne sait plus distinguer), je déclare que ce qui nous a surpris, c'est, au contraire, que les mouvements revendicatifs partis à cette occasion ne soient pas plus nombreux, ni plus étendus. »

Or, dans le *Cri* du 12 Février, sous la signature de Lucien Mino, personnalité fictive bien connue de Chambelland, on lisait à propos du versement ouvrier :

« Sans tomber dans les illusions des dirigeants de la vieille C.G.T., on peut, n'ayant pas encore la force de faire la révolution, se résigner à subir le versement ouvrier. »

Et le 4 Juin, dans le *Cri*, A. Juin écrit :

« Telle qu'elle est, cette réforme (la loi des A.S.) doit être acceptée par la classe ouvrière, en attendant qu'elle l'améliore et la transforme. C'est une première mesure contre la paupérisation génératrice de déchéance et d'obscurantisme. C'est un moyen pour la sociabilité et la solidarité ouvrière de se manifester dans un pays où le travailleur vit replié sur lui-même. »

Et, Juin de s'exclamer : « Quel avantage pour l'organisation syndicale de classe! »

A part ça, c'est une pure invention des méchants trotskystes d'affirmer le Comité pour l'Indépendance partisan de la loi des A.S. Mais, Juin avait encore quelque chose à dire. Le 2 juillet, il vante les avantages de la loi en citant (!) Louis Sellier et il conclut :

« Voilà ce que la loi garantit pour dix sous de versement ouvrier par journée de travail. »

« Voilà contre quoi certains hommes veulent dresser la classe ouvrière. »

« Ce n'est pas d'aujourd'hui que quelques-uns ont souligné le rôle du bolchevisme décadent desservant les intérêts du prolétariat, misant sur son dénuement pour le pousser dans la voie de la régression par des grèves de la misère, des révoltes provoquées ou des insurrections du désespoir. »

N'est-ce pas là un langage à faire pâlir les Renaudel? En tous cas, bien singuliers adversaires de la loi des A.S. et du versement ouvrier sont Juin et ses amis. Mais le 27 Juillet, l'éditorial du *Cri* surpasse tout. Ce sont les solidaires continuateurs du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre qui écrivent :

« C'est à l'occasion de l'application des Assurances sociales que peut se vérifier, avec les meilleurs éléments d'appréciation, le caractère infâme de

la besogne des dirigeants communistes de la C.G.T.U.

« Là, le dernier venu, le plus naïf des ouvriers de ce pays peut juger l'incohérence criminelle des hommes qui ont placé au-dessus des intérêts prolétaires ceux de leur parti politique... »

« C'est au moment de l'application et, chose bien plus grave, c'est en pleine crise des affaires, dans la période la plus défavorable, que la direction de la C.G.T.U. oriente les travailleurs vers des grèves de protestation. »

« Les patrons sont, eux aussi, contre les Assurances sociales, invention des politiciens ; ils souhaitent que l'action ouvrière revête, pour les détruire, son maximum d'efficacité. »

« Le marasme actuel des affaires est en outre pour les patrons une impérieuse raison pour désirer, dans la plupart des industries, des interruptions au travail... »

Les patrons, la chose est patente, souhaitent le sabotage des Assurances sociales! Ils ont intérêt, au surplus, au cours de cet été 1930, à voir se produire de nombreux arrêts de travail!

« Les dirigeants communistes de la C.G.T.U. font on ne peut plus nettement leur jeu. »

Après cela, il faudra que Chambelland oppose, pour démontrer qu'il « n'a pas été surpris par l'ampleur des mouvements de grèves lors de l'application des Assurances sociales », autre chose que de nombreux points d'interrogations.

Non seulement, Chambelland et le Comité pour l'Indépendance ont été dépassés par les grèves de grandes masses d'ouvriers, mais ils ont contribué à freiner leur élan, leur volonté de lutte.

Et Chambelland ne se conduit-il pas comme un « jésuite » lorsque, après avoir proclamé que « de nombreux arrêts de travail feraient le jeu des patrons », il feint de s'étonner que « les grèves contre le versement ouvrier ne soient pas plus nombreuses, ni plus étendues » ?

Oui, Chambelland, nous combattons les staliniens qui avec leur politique incohérente n'ont pas su mener contre l'odieuse réforme ouvrier, contre la diminution des salaires, la nécessaire campagne avant l'application de la loi. Mais vous êtes, avec vos amis du Comité pour l'Indépendance, encore plus dangereux que les staliniens, car, à l'égard des assurances sociales et du versement ouvrier, vous avez adopté une position semblable à celle des pires agents de la bourgeoisie, à celle des Jouhaux.

UNE GREVE CHEZ LES CASQUETTIERS

A la maison Herzmann, rue des Francs-Bourgeois, les 70 ouvriers appartiennent au syndicat autonome des casquetiers. Ce syndicat a été exclu de la C.G.T.U. au début de 1928 pour des raisons de tendance. Malgré cela, ce syndicat mène une lutte vigoureuse contre le patronat, et c'est ainsi que l'atelier de cette maison est, au point de vue syndical, le mieux organisé de la corporation.

Les casquetiers de la maison Herzmann demandèrent une augmentation de salaires de 15 p. 100 et appuyèrent leurs revendications par une semaine de grève perlée, puis par six jours de grève effective. Malgré toutes ses manœuvres, le patron dut accorder 11 p. 100. Il n'y a eu aucun renvoi pour faits de grève. C'est la victoire la plus importante obtenue chez les casquetiers.

Les camarades du syndicat autonome ne sont pas des contre-révolutionnaires ; à l'intérieur, un fort courant existe pour obtenir rapidement d'être réintégrés dans la C.G.T.U., afin de combattre d'une façon beaucoup plus large que sur le terrain corporatif, le capitalisme.

Un casquetier.

DANS LA C. G. T.

Que signifie la scission dans la Fédération Postale Confédérée ?

(Le début de cet article a paru dans le précédent numéro.)

II. Collaboration de classe et franc-maçonnerie

Trois journaux se sont trouvés d'accord la semaine dernière sur un point : le rôle capital joué par la franc-maçonnerie dans la crise traversée par la Fédération Postale Confédérée.

Ce sont *Le Professionnel des P.T.T.*, *La Bataille des P.T.T.* et *L'Humanité*.

Le Professionnel est le journal corporatif qui soutient le clan Mathé

La Bataille est l'organe officieux de la Fédération Unitaire.

Nous ne présenterons pas aux camarades *L'Humanité*, mais nous ouvrirons une simple parenthèse pour signaler un exemple typique de la manière dont le journal — pour qui les prolétaires se saignent aux quatre veines — traite les questions les plus graves.

L'article paru le 7 août, et qui est dû à la plume d'un des secrétaires de la Fédération Postale Unitaire, est bien digne de la troisième période de dégénérescence et de crétinisme bureaucratiques.

Il fait remonter la crise confédérée et la rivalité des clans Baylot et Mathé à une rivalité d'obédiences et de rites maçonniques : « Grande Loge de France » et Grand-Orient seraient derrière les deux clans en présence.

Dans les milieux maçonniques, ou même simplement avertis, ce dut être un immense éclat de rire.

Ce serait, en effet, du dernier grotesque, si l'auteur n'était pas renseigné, et de façon très exacte.

Mais il sait à quoi s'en tenir. Son chef de file, le camarade Henri Gourdeaux, a signé en mai et juin 1927, une série d'articles dans le *Cri Postal* (passé depuis à la F.-M. et à la jaunisse), où ont été exposés tous les aspects du problème. L'article de *L'Humanité* est du 7 août. Le 14 un autre secrétaire de la F.P.U. opère une rectification discrète. On s'est rendu compte rue Grange-aux-Belles que les lecteurs de la *Bataille*, à qui fut exposée à maintes reprises la question, n'accepteraient pas les bourdes ultrafantaisistes et grotesques du rédacteur occasionnel du P. C.

C'est un fait. Il n'est pas niable. Depuis plus de vingt ans, la Franc-Maçonnerie a essayé de capter à son profit et de soumettre à son influence le mouvement ouvrier.

Et elle a réussi à atteindre son but. Elle y a réussi, grâce à une action méthodique, continue et tenace et à un noyautage savant.

La scission de 1921 en est le résultat le plus tangible. Il y aurait là à écrire une histoire du plus haut intérêt.

Nous nous bornerons seulement ici à montrer les ravages du noyautage maçonnique dans les organisations des P.T.T. Mais qu'on sache que les mêmes ravages se sont exercés dans les autres syndicaux de fonctionnaires et même dans les syndicaux ouvriers. L'anarchiste Jaudron a révélé avant la guerre dans nombre de journaux d'avant-garde des faits qui ne peuvent malheureusement pas être mis en doute et qui ne furent que les prémices de la déviation où devait finir la C.G.T.

Des exemples dans notre milieu, ils sont légion. Ils ont été dénoncés à maintes reprises par les journaux professionnels.

Nous n'y reviendrons pas ici. Il nous apparaît plus intéressant d'expliquer d'une part le mécanisme du noyautage maçonnique et, d'autre part, le but marqué que la Franc-Maçonnerie se proposait d'atteindre et qu'elle a atteint.

A) Le noyautage maçonnique : « groupes fraternels » professionnels et corporatifs

Le noyautage maçonnique s'opère par l'entremise des « groupes fraternels » professionnels et corporatifs. Les « loges » ne sont en effet que des organes de discussion et de préparation : il n'y est prise aucune décision. Nous verrons où les décisions sont prises. Les groupes à côté, comme les groupes fraternels sont les organes d'exécution.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire,

le « groupe fraternel » n'est pas ouvert à tous les maçons. Sous des dehors démocratiques et égalitaires, la F.-M. est l'organisation la plus hiérarchisée et la plus aristocratique qui soit.

Tout maçon est d'abord « apprenti ». Puis après un stage, il devient « compagnon », puis « maître ».

Ces grades ne s'acquiescent qu'après avoir acquitté des « droits » extrêmement élevés, prohibitifs pour le simple travailleur, mais dont sont exonérés en tout ou en partie les « sujets » particulièrement souples et dont l'esprit s'est avéré susceptible d'être en harmonie avec celui de « l'Ordre ».

Or, ne sont admis au groupe fraternel que les maçons pourvus du grade de maître.

Deuxième particularité dont l'énormité n'échappera pas à des militants révolutionnaires : *entrent au groupe fraternel tous les maçons de la corporation, ouvriers et patrons, facteurs et directeurs de l'Administration centrale.*

On conçoit déjà quelle formidable usine de confusion et de déviation peut être pour les travailleurs la Franc-Maçonnerie.

Le Conseil des « maîtres » discute et surtout dispose et décide.

La plèbe cotisante des échelons inférieurs accepte et exécute aveuglément dans l'intérêt de la Maçonnerie, de la Démocratie et de la République !...

On conçoit sans peine que cet intérêt n'ait rien de commun avec celui du Proletariat et de la Révolution qui l'émancipera de son esclavage.

B) L'Exécutif maçonnique

Les mots d'ordre et l'art de la suggestion

On le comprend encore mieux lorsqu'on sait de quelle façon est dirigée la Maçonnerie.

Au-dessus du grade de maître, existent des échelons supérieurs : « Chevaliers Rose », « Croix » et « Chevaliers Kadosch », réunis en super-loges (chapitres) et qui constituent le haut gradin de la F.-M. :

C'est parmi ces grands seigneurs que sont désignés les membres dirigeants de « l'Ordre ».

Or, ce Conseil de l'Ordre ne se livre à aucune manifestation publique compromettante.

« On doit sentir la maçonnerie partout, on ne doit la découvrir nulle part. (Convention Grand-Orient de France 1922, p. 362.) »

Rien ne transpire des discussions et des décisions de ce haut et « sublime » aéroplane. Les mots d'ordre sont transmis aux échelons inférieurs, mais pas de la façon simpliste qu'on pourrait imaginer. La F.-M. a copié l'ordre des Jésuites en bien des points. Elle lui a emprunté nombre de ses procédés et plus particulièrement l'art de la suggestion. Nous citerons à l'appui un exemple historique.

En 1909, lors de la grève des P.T.T., la F.-M. joua un rôle important. On sentait son influence s'exercer partout, bien que ses hommes brûlés pour la plupart fussent contraints à se tenir sur la plus extrême réserve. Le 20 mars, le mouvement battait son plein. La révolte était générale. Il fallait empêcher que la grève prenne une allure révolutionnaire. Il fallait arrêter un mouvement qui mettait en danger le régime. Prématurément on lança l'idée de demander l'arbitrage du Président du Conseil Municipal de Paris. Par qui la proposition fut-elle faite ? Par des maçons ? Que non pas ! Ils avaient perdu la confiance de la masse. Venue d'un « frère » la proposition eut semblée suspecte. Elle fut présentée et défendue par deux militants syndicalistes révolutionnaires très populaires chez les postiers. La sincérité de ces camarades ne pouvait (et ne peut) être mise en doute. Ils avaient été simplement, par intermédiaires maçonniques soigneusement choisis, les jouets d'un art supérieur en matière de suggestion.

UN GREVISTE DE 1909.

(A suivre dans le prochain numéro.)

Achetez toujours LA VERITE au même marchand

DANS L'OPPOSITION:

Discussion sur le « tournant »

L'opposition, dès que s'est précisée la nouvelle orientation de la direction du parti appelée « tournant », n'a cessé de mettre en avant deux affirmations :

L'une consiste en ce que les bases de ce tournant sont opportunistes, parce qu'elles sont constituées par une réaction de la bureaucratie centrisme aux erreurs de « la troisième période », bien qu'elles soient une reconnaissance implicite de la justesse des points de vue que l'opposition a développés avec les meilleurs noyaux ouvriers du parti.

L'autre est que nous devons saisir cette occasion pour faire comprendre aux travailleurs que nos analyses et nos prévisions sont justifiées par les événements, pour les inviter à tirer complètement les leçons de la faillite de la politique « gauchiste » de la bureaucratie, et leur proposer de lutter avec nous pour réaliser une politique qui écartera le danger de soubresauts ultra-gauches et d'affaissements opportunistes comme celui où nous conduisit le tournant actuel, réalisé contre nous, malgré une reconnaissance implicite de notre critique.

Nous ne pourrions progresser ultérieurement qu'en fournissant actuellement une appréciation correcte du tournant. C'est pourquoi nous voulons laisser à chaque camarade dans l'opposition le droit d'apporter sa critique, s'il la trouve nécessaire.

Nous publions ci-dessous un article du camarade Félix, qui conteste notre formule selon laquelle « le tournant mène à l'opportunisme ». Nous répondrons ultérieurement à ses objections.

Si nous ne comprenions pas sérieusement la mécanique du tournant actuel, nous serions incapables à la fois d'adopter aujourd'hui une attitude ferme et de nous adresser aux camarades du parti en leur donnant la possibilité de défendre notre point de vue.

La question n'est pas : il faut soutenir le tournant du parti. Elle est : il faut profiter du tournant du parti pour appeler les travailleurs à soutenir l'opposition et régénérer le parti sur son programme.

LA REDACTION.

L'opposition et le tournant

(Article de discussion)

« Tactiquement nous sommes en ce moment pour la droite du zig-zag. Stratégiquement nous continuons à rester sur la ligne révolutionnaire fondamentale.

« En tant que marxistes nous devons nous orienter non pas sur la psychologie des bureaucrates, mais sur les forces économiques en présence ».

L. TROTSKY.

(Craquements dans l'appareil).

Nous voici en présence d'un nouveau tournant du P.C. français. Ce tournant s'il a été prévu par nous, nous a trouvés néanmoins peu préparés à un changement si brusque de l'idéologie du Parti. Ceci explique à mon avis l'insuffisance de notre appréciation et même une ligne partiellement fautive dans les articles de la Vérité, traitant du tournant.

On peut trouver là une schématisation hâtive et la volonté de poser le problème au moyen d'une formule toute faite, qui peut nous mener sur un chemin tout à fait opposé à celui que nous suivons en tant que fraction de gauche du Parti et de l'I.C.

L'opposition privée longtemps de liaisons organiques avec la base du parti, a été réduite à jouer le rôle d'un instrument passif, qui comme le baromètre enregistre fidèlement tous les zig-zags opérés par la bureaucratie centrisme, sans pouvoir influencer décisivement la marche des événements. Cette faiblesse d'origine peut devenir très dangereuse et

aujourd'hui nous devons trouver un remède sérieux et immédiat. Un grand travail a été accompli dans ce sens, dans des études du camarade Trotsky, où notre rôle de fraction du parti a été clairement défini. Il s'agit de passer du domaine théorique à l'application pratique.

La nouvelle situation créée par le tournant donne à l'opposition une occasion favorable pour prouver la justesse de ses idées et pour réaliser pratiquement ses tâches, et ce serait une faute grave de la laisser passer.

D'après les articles parus jusqu'à présent dans la Vérité « le tournant conduit à l'opportunisme ». Cette formule une fois prononcée, publiée en lettres grasses dans notre presse, il ne nous reste plus qu'à constater, une fois de plus, le mal fait par les centristes Cachin, Thorez, Sémard, au Parti et à attendre... quoi! jusqu'à ce que l'opportunisme complet soit renié à nouveau.

Essayons d'abord d'analyser cette position au point de vue principe. Le premier obstacle fondamental, qui contredit cette perspective de marche inévitable vers l'opportunisme, c'est la situation économique actuelle et ses perspectives.

Sans vouloir trop s'étendre dessus, il est clair que nous nous trouvons dans une période de baisse de la conjoncture mondiale, avec les perspectives d'une crise prochaine. Même en France, les prémisses de cette crise sont déjà visibles, et le marasme commercial, comme la nervosité dans les milieux capitalistes, sont reconnus par toute la presse économique et financière. Dans ces conditions un simple retour à l'opportunisme de l'époque 1927-28 me semble impossible.

D'autre part le cours ultra-gauche de 1930 a amputé le Parti et l'Internationale de son aile droite, ce qui jouera un rôle important dans la marche future du Parti. Ces deux facteurs, l'un d'ordre objectif et l'autre d'ordre subjectif nous montrent combien peut être dangereuse une formule tout faite « d'opportunisme qui vient ».

Du point de vue tactique la position prise a encore plus d'inconvénients. Si nous déclarons dès maintenant que le Parti va glisser vers l'opportunisme complet, nous abandonnons en même temps notre confiance dans la base du Parti et son influence sur les bureaucrates dirigeants.

Et pourtant, au moment du zig-zag à gauche, surtout en U.R.S.S. nous avons dit que c'est sous la pression des masses que Staline a « repris » nos mots-d'ordres. Je ne crois pas que la situation ait changé depuis. Bien que la « troisième période » ait vidé les organisations, nous avons toujours confiance en l'instinct prolétarien de la base qui a provoqué le tournant et qui, guidé par l'opposition de gauche amènera la possibilité de redressement par l'intérieur. Toute la question est de trouver les voies et moyens pour que ce redressement se fasse le plus vite possible et sur une base vraiment révolutionnaire.

Dans la situation présente cela signifie qu'il faut prendre une position juste envers les mots-d'ordre du Parti et trouver les moyens de se rapprocher de sa base. Le Parti pose comme mot-d'ordre central du nouveau tournant le « front unique » ; elle a aujourd'hui le devoir de soutenir ce mot-d'ordre en lui donnant son véritable sens dans l'action et la théorie. Déjà dans la brochure sur *La troisième période*, Trotsky a parlé du « front unique » comme mot d'ordre de mobilisation des masses, en leur présentant le dilemme suivant : En face d'une Europe capitaliste regorgeant de capital, mais menacée en même temps de chômage par le manque de débouchés, l'U.R.S.S. a un besoin croissant de marchandises et de crédits. Aujourd'hui que les Sémard reprennent le mot d'ordre « front-unique » sans savoir quel doit être son but et son contenu, c'est à l'opposition d'apporter la clarification dans ce domaine, posant le problème : « Le chômage mondial et l'U.R.S.S. ».

Un exemple : Sémard en réponse au discours de Tardieu appelle le « plan d'ou-

tillage national » de la bourgeoisie française une petite chose, par rapport aux larges perspectives du « plan quinquennal » soviétique. Il a sûrement raison, mais le travailleur français, quand il lit cela, pensera : « Evidemment le plan quinquennal c'est beau, mais pour les Russes ; à moi, pour le moment il ne m'apporte rien, tandis que le plan Tardieu me préservera peut-être du chômage qui vient. » L'opposition doit expliquer devant les masses du Parti et en dehors, le côté véritable de cette question et les études de Trotsky nous permettent de le faire, beaucoup mieux que toute la littérature communiste officielle, surchargée de chiffres, mais sans matériel nécessaire pour une véritable agitation communiste de « front unique ».

En dehors de cette question générale, il aura dans l'application même du « front unique » au jour le jour, pendant les grèves, dans les actions, mille possibilités de se montrer devant les masses, qui sont le véritable représentant de cette idée.

Il est clair que les bonzes du Parti sont aussi incapables de représenter le communisme, aujourd'hui qu'à l'époque de l'ultra-gauchisme. Les phraséologues du « social-fascisme » et autres inventions de ce genre se démasqueront plus vite que jamais et l'opposition pourra s'affirmer avec plus de facilité et plus de vigueur.

En même temps que notre position envers les bureaucrates centristes restera comme dans le passé de critique sévère et d'intransigeance absolue nous éviterons de tomber dans une position analogue à celle du *Cri du Peuple* et du *Populaire*, qui eux aussi dénoncent le « front-unique » comme une manœuvre, duperie, etc... Nous proclamons hautement : Le mot-d'ordre de « front-unique » c'est le mot-d'ordre du Parti communiste et nous, en tant que fraction de gauche du Parti nous le réaliserons avec la base du Parti, malgré les centristes, et à la véritable manière bolchévique.

Dans le même article cité plus haut Trotsky dit : « En dehors de l'opposition, personne ne donnera au Parti un tableau clair de ce qui se passe maintenant en connexion indissoluble avec la politique de toute la période depuis la mort de Lénine. Personne sauf l'opposition n'est capable de donner au Parti une orientation correcte de principe ». Le devoir de l'opposition en France est d'utiliser le tournant pour réaliser cette tâche.

FELIX.

VIENT DE PARAITRE :

Le numéro 23 de juillet.

« La Lutte de Classes »

Au Sommaire :

Vers le capitalisme ou vers le socialisme? Un craquement dans l'appareil, par L. Trotsky. Ces deux articles doivent être lus après le 16^e Congrès du P.C. Russe.

Une documentation fondamentale sur la situation du communisme italien : *Blasco* : Les problèmes révolutionnaires de l'Italie et nos divergences. — L. Trotsky : Lettre à la nouvelle Opposition du P. C. Italien. — Lettres de la fraction de gauche italienne (Prometeo) au Secrétariat International de l'Opposition de gauche et à Trotsky. — Réponse de Trotsky à la fraction de gauche. Etc...

Prix du numéro de 80 pages, 3 francs.

Abonnez-vous !

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

Une réunion à Bagnolet

Nos camarades de Bagnolet ont organisé en accord avec la Ligue une réunion publique le jeudi 14 août, ayant pour but de définir notre rôle vis-à-vis du Parti, de l'I.C., de la Russie Soviétique. La municipalité communiste avait il y a quelque temps refusé une salle municipale.

Près de 180 travailleurs sont venus à notre réunion. Notre camarade Lebourg exposa que nous étions l'opposition du Parti. Il rappela les fautes commises par l'I.C. dans la question du comité Anglo-Russe et dans la Révolution chinoise ; il montra aussi les variations de politique imposées à la base du Parti à Bagnolet même ; enfin il montra les résultats de la fausse politique syndicale du Parti, faisant perdre plusieurs milliers de syndiqués dans la région parisienne pour 1930. Ensuite Gérard exposa, d'après les déclarations mêmes des dirigeants staliniens, les résultats de la politique centrisme dans toute l'Internationale. Ces articles parus dans des organes qui ne sont lus que par une minorité insignifiante de membres du Parti furent portés à la connaissance des travailleurs présents ; puis il fit un parallèle entre le sort de Trotsky, exilé, et celui du chef de l'opposition de droite, Rykov, traité « d'agent de la bourgeoisie », de serviteur des koulaks, au 16^e Congrès et toujours président du Conseil des commissaires du peuple ; il indiqua le sort fait aux oppositionnels russes, aux révolutionnaires comme Rakovsky, comme Blumkine et leur remplacement par des Bessedovsky et des Agabekov.

Après nos deux camarades, la parole fut donnée aux contradicteurs. Outre Treint, qui rappela des faits précis où la direction stalinienne d'accord avec des Marion et des Garchery combattait les oppositionnels, deux membres du Parti intervinrent. Le premier, Clouet, déclara qu'on pouvait discuter dans le Parti, mais cinq minutes après, menaçant d'exclusion un membre du Parti dans la salle ; les oppositionnels, dit-il, ce sont des gens qui ne veulent pas travailler dans le Parti, mais y soulèvent des discussions inutiles. Membre du Parti depuis 1928, il en ignore naturellement toute l'histoire et ne put même tenter d'apporter un argument.

Le second, Meunier, est un fonctionnaire du deuxième rayon ; lui non plus n'apporta aucun argument, mais édifia une explication des plus saugrenues. La bourgeoisie ne peut plus se servir de la carte socialiste pour tromper le prolétariat, c'est fini de ce côté-là, alors elle se sert d'une nouvelle équipe : les trotskystes. Ça n'est pas difficile à trouver ; malheureusement, l'influence socialiste est encore grande et grandissante, la bourgeoisie n'a pas encore eu besoin de mettre les socialistes au pouvoir.

Après l'intervention de Meunier, le mot d'ordre était de quitter la salle, nos staliniens comptaient nous laisser tout seuls ; mais ils ne purent empêcher plus de 80 travailleurs de rester. Là Le mensonge de l'*Humanité* qu'il restait vingt personnes se retournera contre elle et Lebourg n'eut aucune peine à réfuter des arguments inexistantes. A la sortie de la réunion, une collecte, organisée par nous pour l'*Humanité* rapporta plus de 70 francs.

Pour les adhésions s'adresser au camarade R. Gillet, 6, rue Adélaïde-Lahaye, à Bagnolet.

NOTRE TRACT SUR LES DÉPORTÉS

Nous avons édité un tract sur la situation des oppositionnels russes déportés et emprisonnés. Il faut le diffuser au maximum. Nous l'envoyons à tous nos groupes, qui doivent chercher toute occasion de le répandre auprès des camarades communistes, et de le discuter avec eux.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26